

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 204

19 février 2007

SOMMAIRE

Carofin S.A.	9788	M & M Global Diffusion S.A.	9788
CS Carat (Lux)	9746	NG Luxembourg S.A.	9750
Deutsch-luxemburgische Beraterunion S.à r.l.	9790	Portfolio Defensiv OP	9788
Fonds Direkt Sicav	9746	Portfolio Dynamisch OP	9788
Fortis L Fund	9776	Portfolio Moderat OP	9788
Gourmandises Permisses, S.à r.l.	9790	Repacom, S.à r.l.	9790
Lombard Odier Darier Hentsch Selection	9751	Sarasin Investmentfonds	9749
MeesPierson Private Real Estate Fund (S.C.A.)	9747	Strategic Fund	9776
Microcap 07 S.C.A., SICAR	9780	Syllus S.A. Holding	9746
		Vantage Fund	9752

Syllus S.A. Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 37.716.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le jeudi 1^{er} mars 2007 à 16.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007010300/1267/15.

Fonds Direkt Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 70.709.

Die Aktionäre der FONDS DIREKT SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 28. Februar 2007 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. September 2006 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. September 2006 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der FONDS DIREKT SICAV (DZ BANK INTERNATIONAL S.A.) unter der Telefonnummer 00352/44 903 - 4025 oder unter der Fax-Nummer 00352/44 903 - 4009 angefordert werden.

Luxemburg, im Februar 2007.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007011099/755/29.

CS Carat (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 73.244.

Die Aktionäre der CS CARAT (LUX) SICAV werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 28. Februar 2007 um 15.30 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Umstellung der Satzung auf das Gesetz vom 20. Dezember 2002 sowie generelle Überarbeitung der Satzung. Ein Entwurf der Satzung ist auf Anfrage bei der Investmentgesellschaft erhältlich.
2. Namensänderung von CS CARAT (LUX) SICAV in CARAT (LUX) SICAV.
3. Verlegung des Gesellschaftssitzes von Luxemburg-Stadt nach Strassen.
4. Verschiedenes.

Die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50 Prozent der ausgegebenen Aktien sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o. g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o. a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Geschäftstage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 23. Februar 2007 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der CS CARAT (LUX) SICAV (DZ BANK INTERNATIONAL S.A.) unter der Telefonnummer 00352/44 903-4025 oder unter der Fax-Nummer 00352/44 903-4009 angefordert werden.

Luxemburg, im Februar 2007.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007011100/755/33.

MeesPierson Private Real Estate Fund (S.C.A.), Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 107.629.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra devant notaire le 28 février 2007 à 14.00 heures, dans les locaux de MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg dont l'ordre du jour sera le suivant:

Ordre du jour:

1. Rectificatif de l'acte du 4 mai 2006 reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, non encore publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, comme suit :

«(...)

1.- Augmentation de capital à concurrence de trente-six millions huit cent cinquante-neuf mille euros (EUR 36.859.000,-) en vue de porter le capital social souscrit de son montant actuel de quatre cent vingt-sept millions deux cent dix-neuf mille euros (EUR 427.219.000,-) à celui de quatre cent soixante-quatre millions soixante-dix-huit mille euros (EUR 464.078.000,-) par la création et l'émission de trois mille six cent quatre-vingt-cinq virgule neuf (3.685,9) actions nouvelles, assorties d'une prime d'émission globale de cinq cent quatre-vingt-neuf mille cinquante-trois euros soixante-dix-neuf cents (EUR 589.053,79,-).

En lieu et place de : - Augmentation de capital à concurrence de trente-sept millions quatre cent quarante-huit mille cinquante-trois euros soixante-dix-neuf cents (EUR 37.448.053,79,-) en vue de porter le capital social souscrit de son montant actuel de quatre cent vingt-sept millions deux cent dix-neuf mille euros (EUR 427.219.000,-), à celui de quatre cent soixante-quatre millions six cent soixante-sept mille cinquante-trois euros et soixante dix-neuf cents (EUR 464.667.053,79,-) par la création et l'émission de trois mille six cent quatre-vingt-cinq virgule neuf (3.685,9) actions nouvelles. -

(...)

3.- Diminution de capital à concurrence de quarante millions d'euros (EUR 40.000.000,-) à la suite du rachat, par MeesPierson PRIVATE REAL ESTATE FUND S.C.A., de quatre mille (4.000) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Dynamic Euroland, Catégorie I Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Dynamic Euroland.

En lieu et place de : - Diminution de capital à concurrence de trente-huit millions cent trente mille cent quatre-vingts euros (EUR 38.130.080,-) à la suite du rachat, par MeesPierson REAL ESTATE FUND SCA, de quatre mille (4.000)

actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Dynamic Euroland, classe I de capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Dynamic Euroland. -

(...)

Première résolution: L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de trente-six millions huit cent cinquante-neuf mille euros (EUR 36.859.000,-) et de porter ainsi le capital social souscrit de son montant actuel de quatre cent vingt-sept millions deux cent dix-neuf mille euros (EUR 427.219.000,-) à celui de quatre cent soixante-quatre millions soixante-dix-huit mille euros (EUR 464.078.000,-).

En lieu et place de: - L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de trente-sept millions quatre cent quarante-huit mille cinquante-trois euros soixante-dix-neuf cents (EUR 37.448.053,79,-) et de porter ainsi le capital social souscrit de son montant actuel de quatre cent vingt-sept millions deux cent dix-neuf mille euros (EUR 427.219.000,-), à celui de quatre cent soixante-quatre millions six cent soixante-sept mille cinquante-trois euros et soixante dix-neuf cents (EUR 464.667.053,79,-). -

(...)

Toutes les actions nouvelles ont été souscrites par les souscripteurs pré mentionnés et libérées intégralement en numéraire par versement à un compte bancaire au nom de la société MeesPierson PRIVATE REAL ESTATE FUND (S.C.A.) de sorte que la somme de trente-six millions huit cent cinquante-neuf mille euros (EUR 36.859.000,-) additionnée d'une prime d'émission globale de cinq cent quatre-vingt-neuf mille cinquante-trois euros soixante-dix-neuf cents (EUR 589.053,79) a été mise à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément. La prime d'émission est composée comme suit:

* cent soixante-sept euros soixante-treize cents (EUR 167,73) par action sans désignation de valeur nominale du compartiment Offices Western Europe, Catégorie R Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Offices Western Europe.

* cent soixante-sept euros soixante-treize cents (EUR 167,73) par action sans désignation de valeur nominale du compartiment Offices Western Europe, Catégorie R Classe distribution répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Offices Western Europe.

* cent soixante-sept euros soixante-treize cents (EUR 167,73) par action sans désignation de valeur nominale du compartiment Offices Western Europe, Catégorie I Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Offices Western Europe.

* quarante et un euros quarante cents (EUR 41,40) par action sans désignation de valeur nominale du compartiment Logistics Western and Central Europe, Catégorie R Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Logistics Western and Central Europe.

* quarante et un euros quarante cents (EUR 41,40) par action sans désignation de valeur nominale du compartiment Logistics Western and Central Europe, Catégorie R Classe distribution répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Logistics Western and Central Europe.

En lieu et place de: - Toutes les actions nouvelles ont été souscrites par les souscripteurs pré mentionnés et libérées intégralement en numéraire par versement à un compte bancaire au nom de la société MeesPierson PRIVATE REAL ESTATE FUND (S.C.A.) de sorte que la somme de trente-sept millions quatre cent quarante-huit mille cinquante-trois euros soixante-dix-neuf cents (EUR 37.448.053,79) a été mise à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.-

Troisième résolution: L'assemblée décide de procéder à une réduction du capital social à concurrence de quarante millions d'euros (EUR 40.000.000,-) à la suite du rachat, par MeesPierson PRIVATE REAL ESTATE FUND S.C.A., de quatre mille (4.000) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Dynamic Euroland, Catégorie I Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Dynamic Euroland.

En lieu et place de: - L'assemblée décide de procéder à une réduction du capital social à concurrence de trente-huit millions cent trente mille quatre-vingts euros (EUR 38.130.080,-) à la suite du rachat, par MeesPierson REAL ESTATE FUND SCA, de quatre mille (4.000) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Dynamic Euroland, Catégorie I Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Dynamic Euroland.-

Quatrième résolution: Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Capital social . Le capital social de la Société est fixé à quatre cent vingt-quatre millions soixante-dix-huit mille (EUR 424.078.000,-) divisé en: (...).

En lieu et place de: - Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'Art. 5 des statuts pour leur donner la teneur suivante:

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à quatre cent vingt-six millions cinq cent trente-six mille neuf cent soixante-treize euros et soixante dix-neuf cents (EUR 426.536.973,79) divisé en: (...). - »

2. Augmentation de capital à concurrence de trente et un millions huit cent vingt-six mille euros (EUR 31.826.000,-) en vue de porter le capital social souscrit de son montant actuel de quatre cent vingt-quatre millions soixante-dix-huit mille euros (EUR 424.078.000,-), à celui de quatre cent cinquante cinq millions neuf cent quatre mille euros (EUR 455.904.000,-) par la création et l'émission de trois mille cent quatre-vingt-deux virgule six (3.182,6) actions nouvelles, assorties d'une prime d'émission globale d'un million sept cent quarante-huit mille six cent quinze euros quatre-vingt-douze cents (EUR 1.748.615,92).

3. Souscription et libération des nouvelles actions.
4. Diminution de capital à concurrence de trente millions deux cent vingt mille euros (EUR 30.220.000,-) à la suite du rachat, par MeesPierson PRIVATE REAL ESTATE FUND SCA, de trois mille (3.000) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Dynamic Euroland, Catégorie I Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Dynamic Euroland, de dix-neuf (19) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Offices Western Europe, Catégorie R Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Offices Western Europe et de trois (3) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Offices Western Europe, Catégorie R Classe distribution répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Offices Western Europe.
5. Modification de l'article 5 des statuts.
6. Augmentation de capital à concurrence de neuf millions cent trente-neuf mille euros (EUR 9.139.000,-) en vue de porter le capital social souscrit de son montant actuel de quatre cent vingt-cinq millions six cent quatre-vingt-quatre mille euros (EUR 425.684.000,-) à celui de quatre cent trente-quatre millions huit cent vingt-trois mille euros (EUR 434.823.000,-) par la création et l'émission de neuf cent treize virgule neuf (913,9) actions nouvelles, assorties d'une prime d'émission globale de huit cent soixante mille quatre-vingts euros quarante-trois cents (EUR 860.080,43).
7. Souscription et libération des nouvelles actions.
8. Diminution de capital à concurrence de deux millions quarante-cinq mille euros (EUR 2.045.000,-) à la suite du rachat, par MeesPierson PRIVATE REAL ESTATE FUND S.C.A., de soixante-seize virgule cinq (76,5) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Offices Western Europe, Catégorie R Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Offices Western Europe, de cinq (5) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Offices Western Europe, Catégorie R Classe distribution répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Offices Western Europe et de cent vingt-trois (123) actions propres sans désignation de valeur nominale du compartiment Offices Western Europe, Catégorie I Classe capitalisation répondant aux caractéristiques du compartiment désigné comme Offices Western Europe.
9. Modification de l'article 5 des statuts.
10. Modification de la raison sociale en «Fortis Direct Real Estate Fund».
11. Refonte des statuts.

L'assemblée ne pourra valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour que si cinquante pour cent au moins des actions émises de la Société sont présentes ou représentées à l'assemblée; en outre, les résolutions, pour être valables, devront réunir deux tiers des votes des actions présentes ou représentées.

Pour pouvoir assister ou être représentés à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur devront faire connaître leur intention de prendre part à l'assemblée et effectuer le dépôt de leurs actions aux guichets des agences de FORTIS BANQUE LUXEMBOURG S.A. cinq jours francs au moins avant la réunion.

MeesPierson REAL ESTATE MANAGEMENT S.A.

L'Associé Gérant-Commandité

Référence de publication: 2007011408/755/130.

Sarasin Investmentfonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 40.633.

SARASIN INVESTMENTFONDS wird ihre

AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

betreffend die Zusammenlegung der Teilvermögen Sarasin InnovationSar, Sarasin HealthSar und Sarasin TecSar mit Sarasin EquiSar am 28. Februar 2007 um 11.00 Uhr im Hauptsitz der FORTIS BANQUE LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J.F. Kennedy in Luxemburg durchführen.

Folgende Punkte stehen auf der Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Entscheidung über die Zusammenlegung der Teilvermögen Sarasin InnovationSar, Sarasin HealthSar und Sarasin TecSar (die «Teilvermögen») mit Sarasin EquiSar zum 30. März 2007 (das «Inkrafttreten») mittels Übertragung aller Aktiva der Teilvermögen in den Sarasin EquiSar und anschließender Schließung der Teilvermögen zum Inkrafttreten.
2. Ausgabe einer Anzahl von Anteilen der Klasse A des Sarasin EquiSar an die Anleger der Teilvermögen, wobei die Anzahl aus dem Umtauschverhältnis resultiert, welches aus den am Inkrafttreten berechneten Nettoinventarwerten pro Anteil der Teilvermögen verglichen mit dem am Inkrafttreten berechneten Nettoinventarwert pro Anteil des Sarasin EquiSar berechnet wird.

Beschlüsse der Versammlung erfordern kein Quorum und werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Vollmachtsformulare werden den Eignern von Namensanteilen zugesandt und können an folgende Adressen zurückgeschickt werden:

Luxemburg: FORTIS BANQUE LUXEMBOURG S.A., Investmentfondsabteilung, L-2951 Luxembourg

Schweiz: BANK SARASIN & CIE AG, Abt. FOP, Elisabethenstrasse 62, CH-4002 Basel

Deutschland: SARASIN WERTPAPIERHANDELSBANK AG, Friedrichstrasse 9, D-80801 München

SARASIN INVESTMENTFONDS

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2007011407/755/29.

NG Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 109.221.

An

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company will be held at its registered office on *28 February 2007*, at 11.00 a.m., with the following

Agenda:

1. To amend paragraph 9 of article 9 of the articles of incorporation of the Company by replacing the words «on any Dividend Payment Date» with «on any date», so that said paragraph shall read as follows:
«Subject to and in accordance with these Articles of Incorporation, the Preference Shares may be redeemed on any date at the option of the Company and on any date after 31 December 2009 at the option of any shareholder (the «Exiting Shareholder»).»
2. To amend the definition of P in paragraph 2 of article 9 of the articles of incorporation of the Company by inserting the words «or date of redemption, as applicable (provided that where the Preference Shares are being redeemed such par value shall be calculated immediately prior to such redemption)», so that said paragraph shall read as follows:
«The Preference Dividend will be calculated as follows:
 $P \times L \times 110\% \times D/365$
where:
P = the par value of the Preference Shares held by each holder of Preference Shares on the relevant Dividend Payment Date or date of redemption, as applicable (provided that where the Preference Shares are being redeemed such par value shall be calculated immediately prior to such redemption),
L = 6-month sterling LIBOR for the relevant Dividend Period (meaning the rate offered to leading banks in the London interbank market at or about 11:00 a.m. London time on the first Business Day of the relevant Dividend Period as published by or on behalf of the British Banker's Association. For the purposes of these Articles, a Business Day is a day, not being a Saturday or a Sunday, on which banks are open for general interbank business in London and Luxembourg).
D = the number of days in the Dividend Period.»
3. To amend paragraph 11 of article 9 of the articles of incorporation of the Company by inserting the words, «adjusted by the addition or deduction of breakage costs», so that said paragraph shall read as follows:
«Any accrued and unpaid Preference Dividend for the then current Dividend Period at the date fixed for redemption, adjusted by the addition or deduction of breakage costs, shall be paid to the Exiting Shareholder to the extent that such payment would not exceed Distributable Funds and the nominal value of two Pounds Sterling (GPB 2.-) per Preference Share shall be reimbursed to the Exiting Shareholder.»
4. To delete the first sentence of paragraph 13 of article 9 of the articles of incorporation of the Company, so that said paragraph shall read as follows:
«No fractions of Preference Shares may be redeemed.»
5. To delete the current paragraphs 2 and 3 of article 10 of the articles of incorporation of the Company, so that said article 10 shall read as follows:
« **Art. 10.** Transfer of Shares
All the shares are freely transferable.
Subject to the following, the transfers of registered shares will be effected by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s). The transfers of registered shares may also be carried out in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer of registered shares referred to in any correspondence or other document showing the consent of the transferor and the transferee.
Subject to the following, the transfer of bearer shares shall be made by the mere delivery of the bearer share certificate (s).

If and so long as the Preference Shares are listed on the Luxembourg Stock Exchange's Euro MTF market, the transfers of the Preference Shares will be effected via the relevant clearing systems which have accepted the Preference Shares for settlement.»

6. To amend the date at which the annual general meeting of the Company shall be held and to amend paragraph 1 of article 21 of the articles of incorporation of the Company, so that said paragraph shall read as follows:
«The annual General Meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place within the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the notice convening the meeting on the first (1st) day of July each year, at 12.00 noon.»
7. To amend the starting date and the ending date of the Company's financial year and to amend paragraph 1 of article 24 of the articles of incorporation of the Company, so that said paragraph shall read as follows:
«The Company's financial year begins on the first day of March of each year and ends on the last day of February of the following year.»
8. To resolve that the current financial year which began on 10 September 2006 shall end on 28 February 2007.

The extraordinary general meeting shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented. Resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented.

The resolutions which change the respective rights of the preference shares must, in order to be adopted, fulfil the conditions as to attendance and majority set out above separately with respect to said class of shares.

At the extraordinary general meeting, the shareholders are not obliged to be present in person. They may be represented by a duly appointed agent and attorney-in-fact. Shareholders who cannot attend the meeting in person are thus invited to send a proxy duly filled in and executed to the registered office of the Company.

Proxy forms can be obtained at the Company's registered office in Luxembourg as well as at The BANK OF NEW YORK EUROPE Ltd., One Canada Square, London E14 5AL.

Holders of bearer redeemable preference shares must also submit evidence of their beneficial ownership.

For the Company's board of directors

C. Jenner

Managing Director

Référence de publication: 2007011409/267/77.

LODH Selection, Lombard Odier Darier Hentsch Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 71.379.

The Board of Directors of the above mentioned Sicav hereby invites the Shareholders of the Sicav to attend the:

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on 22 February 2007 at 2.00 p.m. at the registered office of the Sicav, with the following agenda:

Agenda:

1. Nomination of the Chairman of the Meeting.
2. Acknowledgement of the reports of the Board of Directors and the Independent Auditor.
3. Approval of the Balance Sheet and the Profit and Loss accounts as at 30 September 2006.
4. Allotment of results after ratification of the payment of the following dividends in respect of the distributing classes of the Company for the year ended 30 September 2006:
LODH Selection - Euro Bond Fund: EUR 3.57
LODH Selection - Global Conservative 35 Fund: CHF 19.15
LODH Selection - Global Growth 70 Fund: EUR 1.80
The above dividends were paid on 24 November 2006.
5. Remuneration of Directors.
6. Discharge to the Directors in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended on 30 September 2006.
7. Statutory elections:
 - * Acceptance of the resignation of Mr Jean Pastre with effect from 21 September 2006
 - * Ratification of the co-optation of Mr Hubert Keller as Director of the Company with effect from 21 September 2006, in replacement of Mr Jean Pastre
 - * Re-election of Mr Patrick Odier, Mr Hubert Keller, Mr Peter E.F. Newbald, Mr Jean-Claude Ramel, Ms Francine Keiser, Mr Yvar Mentha and Mr Patrick Zurstrassen as Directors of the Company until the next Annual General Meeting in 2008
 - * Re-election of PricewaterhouseCoopers as Independent Auditor of the Company until the next Annual General Meeting in 2008
8. Miscellaneous

The Shareholders are advised that no quorum for the items of the Agenda is required, and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any shareholder meeting by proxy.

The annual report as at 30 September 2006 and the proxy form are available free of charge upon request at the register office of the company.

The board of directors.

Référence de publication: 2007011414/755/38.

Vantage Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 33.974.

—
STATUTES

In the year two thousand seven, on the twenty-ninth January.

Before Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of a société d'investissement à capital variable named Vantage Fund, having its registered office at 26, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade Register under number B. 33.974 and incorporated pursuant to a notarial deed dated 29 May 1990, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 278 of 13 August 1990, and whose articles of incorporation were amended for the last time by a notarial deed on 31 May 1999, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 535 of 13 July 1999.

The Meeting is presided by Mrs Marie Petit, lawyer, residing professionally in Luxembourg, who appoints as secretary Mrs Diane d'Ocquier, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Mr Paul Van den Abeele, lawyer, residing in Luxembourg.

The office of the Meeting having thus been constituted, the chairman requests the notary to act that:

I. All the shares being in registered form, the Extraordinary General Meeting was convened by registered mails containing the agenda on 18 January 2007.

II. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of article 3 of the Company's articles of incorporation to reflect, in accordance with the provisions of the Luxembourg law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investment (the «2002 Law»), the amended corporate purpose of the Company, to read as follows:

« **Art. 3. Object.** The exclusive object of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by the 2002 Law, with the purpose of spreading investment risks and to ensure for its shareholders the benefit of the results of the management of its assets.

To this effect, the Company may take measures and carry out any operation which it may deem useful for the accomplishment and the development of its purpose to the full extent permitted by the 2002 law.»

2. Amendment of article 5 of the Company's articles of incorporation to provide that branches, subsidiaries or other office may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors after having received shareholders consent.

3. Amendment of article 6 of the Company's articles of incorporation to reflect the legal provision of the ring-fencing between the Sub-funds.

4. Amendment of article 10 of the Company's articles of incorporation to perfect the definition of the term «U.S. persons» and insertion of a second paragraph under item c) 3) regarding the reversion.

5. Amendment of article 14 of the Company's articles of incorporation to refer to the possibility for the Fund to appoint a designated management company submitted to Chapter 13 of the 2002 Law.

6. Amendment of article 15 of the Company's articles of incorporation to update the investment policies and restrictions applicable to the Sub-Funds of the Fund, in accordance with the provisions of the 2002 Law.

7. Amendment of article 20 of the Company's articles of incorporation to clarify the function of the auditor.

8. Amendment of article 22 of the Company's articles of incorporation to update the calculation of the net asset value.

9. Restatement of the Company's articles of incorporation in order to reflect the various amendments, that the Fund will be governed by the Luxembourg 2002 Law, and for editorial purposes; amendments 1 to 9 shall be effective as from 13 February 2007.

III. The Shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the Shareholders present, the proxies of the represented shareholders and by the board of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

IV. As appears from the said attendance list three hundred and thirty thousand one hundred and eighty (330,180) shares out of the three hundred and thirty-eight thousand five hundred and thirty (338,530) shares representing the whole corporate capital, are present or represented at the present Extraordinary General Meeting. Pursuant to article 67-1 (2) of the law of August 10, 1915, on commercial companies, the meeting is regularly constituted and may validly deliberate and decide upon the items of the agenda of the meeting, hereinafter reproduced, whatsoever the represented part of capital.

After approval of the statement of the chairman and having verified that it was regularly constituted the meeting, after deliberation, passed the following resolutions by unanimous vote.

First resolution

The General Meeting resolves to amend article 3 of the Company's articles of incorporation to reflect, in accordance with the provisions of the Luxembourg law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investment (the «2002 Law»), the amended corporate purpose of the Company, to read as follows:

« **Art. 3. Object.** The exclusive object of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by the 2002 Law, with the purpose of spreading investment risks and to ensure for its shareholders the benefit of the results of the management of its assets.

To this effect, the Company may take measures and carry out any operation which it may deem useful for the accomplishment and the development of its purpose to the full extent permitted by the 2002 law.»

Second resolution

The General Meeting resolves to amend article 5 of the Company's articles of incorporation to provide that branches, subsidiaries or other office may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors after having received shareholders consent.

Third resolution

The General Meeting resolves to amend article 6 of the Company's articles of incorporation to reflect the legal provision of the ring-fencing between the Sub-funds.

Fourth resolution

The General Meeting resolves to amend article 10 of the Company's articles of incorporation to perfect the definition of the term «U.S. persons» and insertion of a second paragraph under item c) 3) regarding the redemption.

Fifth resolution

The General Meeting resolves to amend article 14 of the Company's articles of incorporation to refer to the possibility for the Fund to appoint a designated management company submitted to Chapter 13 of the 2002 Law.

Sixth resolution

The General Meeting resolves to amend article 15 of the Company's articles of incorporation to update the investment policies and restrictions applicable to the Sub-Funds of the Fund, in accordance with the provisions of the 2002 Law.

Seventh resolution

The General Meeting resolves to amend article 20 of the Company's articles of incorporation to clarify the function of the auditor.

Eighth resolution

The General Meeting resolves to amend article 22 of the Company's articles of incorporation to update the calculation of the net asset value.

Ninth resolution

The General Meeting resolves to restate the Company's articles of incorporation in order to reflect the various amendments and for editorial purposes; that the Fund will be governed by the Luxembourg 2002 Law; the General Meeting resolves that the amendments included in resolutions 1 to 9 above shall be effective as from 13 February 2007.

As a consequence of the above-mentioned resolutions, the articles of incorporation of the Company have been consolidated to read as follows:

«Restated articles of incorporation

Art. 1. Form. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a «Société Anonyme», qualifying of «Société d'investissement à capital variable» (SICAV) regulated by Part I of the

Law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment (the «2002 Law»), the Law of 10 August 1915 relative to commercial companies and subsequent modifications (the «1915 Law»), as well as by the present articles.

Art. 2. Denomination. The Company has as its name: VANTAGE FUND.

In all of the documents emanating from the Company, this name shall be followed by the mention Société d'Investissement à Capital Variable or by the term SICAV.

Art. 3. Object. The exclusive object of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by the 2002 Law, with the purpose of spreading investment risks and to ensure for its shareholders the benefit of the results of the management of its assets.

To this effect, the Company may take measures and carry out any operation which it may deem useful for the accomplishment and the development of its purpose to the full extent permitted by the 2002 Law.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation as indicated in article 27.

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred to any other place inside the municipality of the Company's registered office by a decision of the board of directors of the Company (the «Board»).

Branches, subsidiaries or others offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board after having received the shareholders' consent.

In the event that the Board determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 6. Share capital. The capital of the Company shall be at any time equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 22 hereof.

The share capital may increase or decrease as a result of the issue by the Company of new shares or the repurchase by the Company of shares from its shareholders.

The minimum capital of the Company shall be one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-).

The Board may establish one or more pools of assets, each constituting a sub-fund (a «Sub-Fund»), a «compartment» within the meaning of article 133 of the 2002 Law for each class of shares as described in the prospectus of the Company.

Each such pool of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. The Board shall attribute a specific investment objective and policy and a specific denomination to each Sub-Fund.

The Company shall be considered as a single legal entity, however, the right of investors and creditors regarding a Sub-Fund or raised by the constitution, operation or liquidation of a Sub-Fund are limited to the assets of this Sub-Fund. The assets of a Sub-Fund will be answerable exclusively for the rights of the investors relating to this Sub-Fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the constitution, operation or liquidation of this Sub-Fund. In their relations between the shareholders themselves, each Sub-Fund shall be treated as a separate entity.

The provision of these Articles of Incorporation relating to shares and shareholders shall, unless otherwise stated, apply to both the dividend shares and the capital growth shares and to the holders of shares.

Art. 7. Classes of shares. Within each Sub-Fund, the Board may at any time issue different classes of shares, the assets of which will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but which may differ inter alia in their fee structure, minimum investment requirements, type of target investors and distribution policy applying to them.

Art. 8. Issue and repurchase of shares. The Board is authorised to issue further fully paid-in shares of each class and/or of each Sub-Fund at any time at a price based on the respective Net Asset Value relative to the class of shares and the portfolio to be issued determined in accordance with Article 22 herein (augmented by issue commissions fixed by the prospectus of the Company) without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

Further, the Board may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such new shares.

Whenever the Company shall offer for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold shall be the NAV relative to the class and to the Sub-Fund to which it belongs, as defined in the Articles of Incorporation, plus such commissions as the sale documents may provide, provided that such commissions shall not exceed five per cent (5%) of the NAV of the shares subscribed for and allotted. Any remuneration to agents active in the placing of the shares shall be paid out of such commissions.

The price so determined shall be payable not later than five business days after the date on which the applicable NAV was determined.

All new share subscriptions shall be fully paid, and the shares issued carry the same rights as those shares in existence on the date of the issuance.

As it is more specially described hereafter, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholders may request the redemption of all or part of his or her shares by the Company. The redemption price shall be paid not later than five business days in Luxembourg after the date on which the applicable NAV was determined, and shall be equal to the NAV relative to the class and to the Sub-Fund to which it belongs determined in accordance with the provisions of Article 22 reduced by any commissions as the sales documents may provide, provided that such commissions shall not exceed one per cent (1%) of the net asset value of the shares to be redeemed. Any such request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company accompanied by proper evidence of transfer or assignment. Shares of the capital of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Any shareholder may request conversion of the whole or part of his shares into shares of another Sub-Fund based on a conversion formula as determined from time to time by the Board and disclosed in the current prospectus of the Company provided that the Board may impose certain restrictions and may make conversion subject to payment of such reasonable charge, as it shall determine and disclose in the current prospectus of the Company.

If for a period of more than 30 consecutive days the value at their respective NAV of all outstanding shares of the Company shall be less than EUR 4,500,000.- or in case the Board deems that it is appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the Company or because the Board deems it to be in the best interest of the shareholders, the Board may, by prior written notice to all holders of shares, given within four (4) weeks of such time, redeem on the next valuation day following such notice all (but not some) of the shares not previously redeemed, at a redemption price which reflects the anticipated realisation and liquidation costs of the Company, but with no redemption charge.

In addition, the Company shall inform holders of shares by sending a redemption notice to all shareholders at their address in the share register.

If for a period of 30 consecutive days for any reason the net asset value of the assets relating to any Sub-Fund is lower than EUR 2,200,000.- or in the case of a Sub-Fund denominated in a currency other than Euro, the equivalent in that currency of such amount, or in case the Board deems that it is appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the relevant Sub-Fund or because the Board deems it to be in the best interest of the relevant shareholders, the Board may, after giving prior notice to the shareholders concerned, redeem all (but not some) of the shares of that Sub-Fund on the next valuation day following such notice, at a redemption price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs on closing of the relevant Sub-Fund, with no redemption charge, or merge that Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company or with another Luxembourg undertaking for collective investment in transferable securities (a «UCITS»).

Termination of a Sub-Fund with compulsory redemption of all relevant shares or its merger with another Sub-Fund of the Company or with another Luxembourg UCITS, in each case for other reasons than those mentioned above may be effected only upon prior approval by the shareholders of the Sub-Fund to be terminated or merged at a duly convened class meeting which may be validly held without quorum and decide at the simple majority of the shares present or represented.

A merger so decided by the Board or approved by the shareholders of the Sub-Fund concerned will be binding on the holders of shares of the relevant Sub-Fund upon thirty days' prior notice thereof given to them, during such period shareholders may redeem their shares without redemption charge. In the case of a merger with a «fonds commun de placement», the decision will be binding only on those shareholders having voted in favour of the merger. The Company shall inform holders of the relevant shares by notice sent to their address in the share register.

Liquidation proceeds not claimed by shareholders at the close of liquidation of a Sub-Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. They shall be forfeited after thirty years.

Art. 9. Form of shares. All shares will be registered shares. A shareholder will not receive a share certificate, but instead a confirmation of his shareholding in such form as the Board may from time to time decide.

Shares may be issued only upon the acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price by the Company, receive title to the shares purchased by him.

All issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile and the number, the class of shares held by him and in which Sub-Fund as well as the amount paid for each share.

Every transfer of a registered share shall be entered in the register of shareholders.

Transfer of registered shares shall be executed upon delivering such instruments of transfer satisfactory to the Company, or by written declaration of transfer to be registered in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such addresses will also be entered in the register of shareholders.

In the event that such registered holder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the

register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Payments of dividends, in the event that it is decided to so issue them, will be made to registered shareholders, at their addresses in the register of shareholders.

Fractions of shares will not be issued.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership or bare ownership and usufruct, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners or bare owners an usufructuaries vis-à-vis the Company.

Art. 10. Restriction upon the acquisition and detention of shares. The Board may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if it appears to the Board that a) such ownership results in a breach of law in Luxembourg or abroad, b) it may make the Company subject to tax in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or c) it may in any other respect be detrimental to the interest of the shareholders and accordingly, to the Company.

More specifically, the Board may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any «U.S. person». Whenever used in the theses Articles of Incorporation, the term «U.S. person» means a national citizen or resident of, or a company or partnership organised under the laws of or existing in any state, commonwealth, territory or possession of the United States of America, or any such other person or persons defined as a «U.S. person» under Regulation S promulgated under the United States Securities Act of 1933 or in the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended from time to time.

For such purposes the Board may:

a) Decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears that such registration or transfer would or may eventually result in the legal or beneficial ownership of said share by a person who is precluded from holding shares in the Company or by a U.S. person.

b) At any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders to furnish it with an information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a person who is precluded from holding shares in the Company or in a U.S. person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a person who is precluded from holding shares in the Company or by a U.S. person, and

c) Where it appears to the Board that any person who is precluded from holding shares in the Company or any U.S. person, either alone or in conjunction with any other person, is the beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide the Company with the evidence of the sale within fifteen days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder or where it appears that one or more persons are the owners of a proportion of the shares in the Company which would make the Company subject to tax or other regulations of jurisdictions other than in Luxembourg, compulsorily repurchase all or a proportion of the shares held by such shareholders, as may be necessary, in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the «Redemption Notice») upon the shareholders holding such shares or appearing in the register of shareholders as the registered owners of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, the name of the purchaser and the place at which the Redemption Price in respect of such shares is payable.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope, addressed to such shareholder at his last known address as appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the Redemption Notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder. The shares previously held or owned by him shall be cancelled and his name shall be removed from the register of shareholders.

2) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (hereinafter referred to as the «Redemption Price») shall be an amount equal to the per share NAV of shares of the class and the Sub-Fund to which the shares belong, determined in accordance with article 23 hereof, as of the date of the Redemption Notice;

3) Payment of the Redemption Price will be made available to the former owner of such shares in the currency of the corresponding Sub-Fund except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate(s), if issued, as specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the Redemption Price (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate(s), if issued, as aforesaid;

Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the Redemption Notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant

class or classes of shares. The Board shall have the power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company.

4) The exercise by the Company of the power conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith, and;

d) Decline to, accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company or of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Company.

Art. 11. Shareholder's meeting. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolution shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the class of shares held by them and of the Sub-Fund to which these belong. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relative to the operations of the Company.

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg Law, in Luxembourg at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the first Wednesday in October at 11 o'clock. If such day is not a bank business day, then the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 12. The functioning of the shareholder's meeting. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the general meeting of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share, regardless of the class and of the Sub-Fund to which it belongs, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these articles. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened will be passed by simple majority vote of the shareholders present and represented.

Resolutions affecting the rights of shareholders of one class or of one Sub-Fund vis-à-vis the other classes and, or Sub-Funds, shall request additionally the fulfilment of the conditions of the quorum and majority provided by law in this of these class(es) and Sub-Fund(s).

Further, the shareholders of each Sub-Fund and, if several classes of shares have been issued and are outstanding, of each class of shares will be called in separate shareholders' meetings, deliberating and voting under the conditions of the quorum and majority as provided by law on the appropriation of the net profits of their portfolio and class.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to take part in any meeting of shareholders.

Shareholders will meet upon call by the Board. Notices setting forth the agenda shall be sent by mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at their addresses indicated in the share register and published in accordance with the law in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board may decide.

Art. 13. Management of the Company. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members who need not be shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the shareholders for a period not exceeding six years and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolutions adopted by the general meeting of shareholders.

In the event of the vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy and subject to ratification by the next general meeting of shareholders.

Art. 14. Functioning of the Board. The Board chooses from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be director, who shall be responsible for keeping the minutes of the Board and of the shareholders.

The Board shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at all Board meetings, but in his absence the shareholders or the Board may appoint another director, and in the absence of any director at a shareholders' meeting, any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The Board from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, any assistant managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these articles, shall have the powers and duties given to them by the Board.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least three days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or facsimile

transmission of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any director may act at any meetings of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

The directors may only act as duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least fifty per cent of the directors are present or represented at a meeting of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

Each member of the Board has one vote. In the event of a tie, the vote of the chairman of the meeting shall be deciding.

Resolutions in writing approved and signed by all members of the Board will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telexes, telegrams, facsimile transmission and similar means.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the Board.

The Board may appoint a designated management company for the Company (the «Designated Management Company») subject to chapter 13 of the 2002 Law, that will carry out itself or by means of delegation the functions listed in the 2002 Law.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or in his absence, by the chairman pro tempore who presides at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary or by two directors.

Art. 15. Determination of the investment policy. The Board is invested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and execution in the Company's interest. All powers not expressly restricted by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board.

In applying the principle of risk diversification, the Board is authorised to determine the Company's investment policy in compliance with the relevant legal provisions. The investments of the Company may be made either directly or indirectly through subsidiaries as the Board may from time to time determine.

The Board has in particular power to determine the corporate policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, provided however that the Company shall not effect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2002 Law or be laid down in the laws and regulations of those countries where the shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolutions of the Board and as shall be described in any prospectus relating to the offer of shares.

The Board has the power to determine any investment restrictions which will from time to time be applicable to the assets of the Company and of each Sub-Fund of the Company, provided that at all times the investment policy of the Company and of each Sub-Fund of the Company complies with Part I of the 2002 Law and any other law with which it must comply in order to qualify as an undertaking for collective investments in transferable securities under article 1(2) of the amended Directive 85/611/EEC of 20 December 1985.

(A) In the determination and implementation of the investment policy the Board may cause the assets of each Sub-Fund to be invested in:

(i) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market, as defined in article 1, point 13 of the council Directive 93/22/EEC on investment services in the securities field («Regulated Market»);

(ii) transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public;

(iii) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or dealt in on another market in a non-Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, located within any other country of Europe, Asia, Oceania and the American continents or Africa;

(iv) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or to another regulated market referred to under (i) to (iii) above; such admission is secured within one year of issue;

(i) shares or units of UCITS authorised according to the Directive 85/611/EEC and/or other UCI within the meaning of the first and second indent of article 1(2) of the Directive 85/611/EEC, should they be situated in a Member State of the European Union or not, provided that

i. such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier («CSSF») to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

ii. the level of guaranteed protection for unitholders in such other UCIs is equivalent to that provided for unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on assets segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 85/611/EEC;

iii. the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

iv. no more than 10% of the UCITS or the other UCIs assets, whose acquisition is contemplated, can be, according to their constitutional documents of incorporation, invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs.

(ii) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the European Union or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

(iii) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market referred to in sub-paragraphs (i), (ii) and (iii); and/or OTC derivatives, provided that:

i. the underlying consists of instruments covered by (i) to (vii), financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives,

ii. the counter-parties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF, and

iii. the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair market value at the Company's initiative;

(iv) money market instruments other than those dealt in on a Regulated Market and referred to in paragraphs (i) to (iv) above, if the issuer or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

i. issued or guaranteed by a central, regional or local authority, a central bank of a Member State of the European Union, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State of the European Union or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States of the European Union belong, or

ii. issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in sub-paragraphs (i), (ii) or (iii), or

iii. issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law or by an establishment which is subject to and comply with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or

iv. issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount at least to ten million Euro (EUR 10,000,000.-) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with Fourth Directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

(B) By derogation from the above mentioned rules, each Sub-Fund may:

(i) may invest up to 10% of its net assets in transferable securities and money market instruments other than those referred to above under (A);

(ii) may not acquire commodities or precious metals or certificates representative thereof;

(iii) may acquire movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of the Sub-Fund's business; and

(iv) may hold ancillary cash and cash equivalents.

(C) The Company is authorised to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments under the conditions and within the limits laid down in the prospectus provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management.

(D) The Company may, in accordance with the principle of risk-spreading, invest up to 100% of the assets of each Sub-Fund in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union or public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members; provided that in such event, the Sub-Fund concerned must hold securities from at least six different issues, but securities from any one issue may not account for more than 30% of the total amount.

Art. 16. Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company or the shareholders, such director or officer shall make known to the Board such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

Art. 17. Indemnification of the directors. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, as its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in

relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

The Company shall indemnify and hold harmless the Designated Management Company, if any, and its officers, employees and directors in accordance with the management company services agreement concluded between the Company and the Designated Management Company.

Art. 18. Allowance to the board. The general shareholders' meeting may allow to the members of the Board, as remuneration for services rendered, a fixed annual sum, as directors' fees, such amount being carried as general expenses of the Company and which shall be divided at the discretion of the Board among themselves.

Furthermore, the members of the Board may be reimbursed for any expenses engaged in on behalf of the Company insofar as they are reasonable.

Art. 19. Engagement of the Company in relation to third parties. The Company shall be engaged by the signature of two members of the Board or by the individual signature of any duly authorised officer of the Company or by the individual signature of other persons to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 20 Auditors. The operations of the Company including particularly its books of accounts and its financial situation shall be supervised by one independent auditor, qualifying as *réviseur d'entreprises agréé*, who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to qualifications and adequate professional experience. The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and shall remain in office until re-elected or until his successor is elected and qualified. The auditor in office may be removed at any time by shareholders but only for serious error conditional upon his replacement by another auditor.

Art. 21. Determination of the net asset value. The issue and repurchase price as well as the calculation of the net asset value («NAV») of shares in the Company shall be determined by the Company on any valuation day, being the first and third Wednesday of each month if such day is a business day or, if such day is not a business day, the next following business day (the «Valuation Day») and at least two times per month. The Board may decide to adjust the share price offered for subscription or redemption by the addition or reduction of an amount to reflect notional dealing and other costs up to a half per cent (0.5%) thereof, remaining in the relevant Sub-Fund.

The Company may suspend the calculation of the NAV and the right of any shareholders to require issue, redemption or conversion of his/her shares, being understood that if any of these suspensions is limited to one particular or several Sub-Funds, it will not affect the other Sub-Funds:

- (a) during any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of the investments of the relevant Sub-Fund is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings are substantially restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Company attributable to such class of shares quoted thereon;
- (b) during the existence of any state of affairs which in the opinion of the Board constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments of the relevant Sub-Fund would be impracticable;
- (c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the relevant Sub-Fund's investments or the current prices of any market or stock exchange;
- (d) during any period when the Company is unable to repatriate monies for the purpose of making payments on the redemption of its shares or during which any transfer of monies involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange;
- (e) during any period when, in the opinion of the Board, there exists unusual circumstances which make it impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing with shares of any Sub-Fund of the Company;
- (f) if the Company is being wound-up or may be wound-up on or following the date on which notice is given of the general meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company is to be proposed; or
- (g) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained.

Shareholders having requested conversion or redemption of their shares will be promptly notified in writing of any such suspension and of the termination thereof.

Art. 22. Calculation of the NAV. The Company being capable to function with several Sub-Funds, the NAV of one share in each Sub-Fund of shares in the Company shall be expressed in the currency of the respective Sub-Fund, and shall be determined in respect to any Valuation Day by dividing the total net assets of the Sub-Fund, being the value of the assets of the Sub-Fund less its liabilities, by the number of shares outstanding in that Sub-Fund, taking into account, where necessary, the distribution of the net assets among the dividend shares, the capital growth shares and other shares as described in Article 7, in conformity with the dispositions of sub-paragraph D of the present article.

If, since the close of business of any Valuation Day, there has been a material change in the quotation on the markets in which a substantial portion of the investment of a Sub-Fund of the Company are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interest of the shareholders, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- a) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options, and other investments and securities, financial instruments and similar instruments owned or contracted for by the Company;
- d) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividend, ex-rights, or by similar practices);
- e) all interests accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off;
- g) the liquidating value of all forward contracts, swaps and all call or put options the Company has an open position in;
- h) units or shares issued by open-ended investment funds; and
- i) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

- 1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discounts as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- 2) The value of securities which are quoted or dealt in on any stock exchange or on another regulated market shall be, in respect of each security, the latest known price.
- 3) Any securities dealt in on another regulated market are valued in a manner as near as possible to that described in the preceding paragraph.
- 4) In the event that any of the securities held in the Company's Sub-Funds on the Valuation Day are not quoted or dealt in on a stock exchange or another regulated market, or for any of the securities quoted or dealt in on a stock exchange or another regulated market, no price quotation is available, or if the price as determined pursuant to sub-paragraph 2) and, or 3) is not in the opinion of the Board representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities shall be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.
- 5) Units or shares issued by open-ended investment funds shall be valued at their last known net asset value or in accordance with item 2) where such securities are listed.
- 6) The liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on regulated markets referred to in article 1, point 13 of the Directive 93/22/EEC on investment services in the securities field or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on regulated markets or on other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on regulated markets and other regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board may deem fair and reasonable.
- 7) The swap transactions will be consistently valued based on a calculation of the net present value of their expected cash flows.
- 8) The assets stated in another currency of the portfolio will be evaluated in that latter currency after considering the applicable exchange rate.
- 9) All other securities and other assets will be valued at their respective fair values as determined in good faith by the Board in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued interest on loans of the Company;
- c) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to investment advisory fees, custodian fees and corporate agents fees);
- d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- e) an appropriate provision of future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other provisions authorised and approved by the Board, and
- f) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise not yet amortised formation expenses, fees payable to its Designated Management Company, its investment advisers or managers, accountants, custodian, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, the remuneration (if any) of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable

travelling costs in connection with Board meetings, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the costs of advertising or preparing and printing of prospectuses, periodical reports or registration statements, the costs of any reports to shareholders, all taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone, facsimile and telex.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. Between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity with its own assets, values added, and depreciations, and the directors will establish to this effect and for each Sub-Fund a body of assets as follows:

a. The proceeds resulting from the issuance of shares of each Sub-Fund will be attributed, in the books of the Company, to the Sub-Fund established for this pool of shares, and the assets, engagements, revenues and costs relating to this pool of shares will be attributed to this Sub-Fund in accordance with the provisions of this article;

b. If a given asset is produced from another asset, this derivative will be attributed, in the books of the Company, to the same Sub-Fund as the one which the asset originally belonged to, and at each revaluation of an asset, the increase or the decrease of value will be attributed to the Sub-Fund to which this asset belongs.

c. In the event that the Company undertakes commitments which relate to an asset of a specific Sub-Fund or in relation to an operation effected in connection with an asset of a specific Sub-Fund, this commitment will be attributed to this respective Sub-Fund;

d. If an asset or an engagement of the Company cannot be attributed to a specific Sub-Fund, this asset or engagement will be attributed to all the existing Sub-Funds proportionally to the NAV of the different Sub-Funds.

D. In the event that dividend shares and capital growth shares have been issued in the Sub-Fund, the NAV will be distributed among, on one hand the total number of the dividend shares, and on the other hand, the total number of the capital growth shares, provided that both classes of shares are issued initially at the same price, in the following proportions:

a) At the beginning, the percentage of the total net assets corresponding to the total number of the dividend shares will be equal to the percentage, which is represented by the total number of dividend shares issued in this Sub-Fund.

Identically, the percentage of the total net assets corresponding to the total number of capital growth shares will be equal to the percentage, which is represented by the total number of capital growth shares, issued in the Sub-Fund.

b) The total net assets attributed to the number of dividend shares of the Sub-Fund will undergo a reduction equal to the amount of the dividends distributed, incurring reduction of the percentage of the total net assets attributable to the total number of dividend shares; on the other hand, the total net assets to be attributed to the total number of the capital growth shares will remain constant, incurring an increase in the percentage of the total net assets attributable to the total of capital growth shares.

c) When subscriptions or repurchase of dividend shares are executed in the Sub-Fund the net assets attributed to the total number of the dividend shares will be increased or reduced by the net amount received or paid by the Company in relation to these subscriptions or repurchases. Similarly, when subscriptions or repurchases of capital growth shares are effectuated in the portfolio, the net assets attributed to the total number of capital growth shares will be increased or reduced by the net amount received or paid by the Company in relation to these subscriptions or repurchases.

E. For the purposes of this Article:

a) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this article, and from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

b) shares to be issued by the Company pursuant to subscription applications received shall be treated as being in issue as from the close of business on the Valuation Day on which the issue price thereof was determined and such price, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

c) all investment, cash balances and other assets of the Company shall be valued after taking into account the market rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of shares and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchase or sales of securities contracted by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

Art. 23. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first of July in each year and shall terminate on the last day of June.

The accounts of the Company shall be expressed in Euro.

If one or several Sub-Funds of the Company are denominated in a currency other than Euro the accounts of such Sub-Fund shall be converted into Euro and aggregated in view of the determination of the semi-annual and annual accounts of the Company.

Art. 24. Profit balance. At the time of the annual general meeting of the shareholders, the holders of dividend shares shall determine or otherwise decide with respect to each Sub-Fund, upon a proposal of the Board, the amount of dividends to distribute to such shareholders, within the limits prescribed by the 2002 Law.

On the recommendation of the Board, the general meeting of holders of dividend shares may decide, with respect to each Sub-Fund concerned, that payments to shareholders can be effected wholly or partly in the form of an issue of shares in the capital of the Company, at the choice of each individual shareholder concerned. With respect to each Sub-Fund, interim

dividends may, subject to such further conditions as the forth by law, be paid out to dividend shares, upon decision of the Board.

The dividends declared may be paid in Euro or another currency selected by the Board and may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. Dividends not cashed within five years will be forfeited and will accrue to the benefit of the Company.

Art. 25. Custodian Bank. The Company shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the 2002 Law (the «Custodian»). All securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law. The emoluments payable to the Custodian shall be determined by the custodian agreement.

In the event of the Custodian desiring to retire, the Board shall use their best endeavours to find a company to be custodian in place of the retiring Custodian. The Board may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with these provisions to act in the place thereof.

Art. 26. Dissolution. The Board may at any moment and for whatever reason whatsoever propose to an extraordinary general shareholder's meeting the dissolution of the Company.

The issue of new shares, the repurchase by the Company of shares and the conversion of shares will cease on the date of the publication of the summons to the general shareholders' meeting when the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be natural persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The net proceeds of the liquidation of each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the shareholders of each Sub-Fund in proportion to the number of shares which they hold in that Sub-Fund.

With the consent of the shareholders expressed in the manner provided for by Articles 67-1 and 142 of the 1915 Law, the Company may be liquidated and the liquidator authorised, subject by giving one month's prior notice to shareholders and by a decision by majority vote of two thirds of the Company's shareholders, to transfer all assets and liabilities of the Company to a Luxembourg UCITS in exchange for the issue to shareholders in the Company of shares of such UCITS in proportion to their shareholding in the Company. Otherwise any liquidation will entitle to a pro rata share of the liquidation proceeds corresponding to his class of shares. Moneys available for distribution to shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by shareholders will at the close of liquidation be deposited at the Caisse des Consignations in Luxembourg pursuant to Article 107 of the 2002 Law, where during 30 years they will be held at the disposal of the shareholders entitled thereto.

Art. 27. Amendments. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

All modifications affecting the rights of shareholders of any Sub-Fund in relation to other Sub-Funds shall be furthermore submitted to the same quorum and majority requirements in these Sub-Funds.

Art. 28. Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2002 Law.»

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting was closed.

Whereof the present notarial deed was prepared in Luxembourg.

On the day mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-neuf janvier.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires d'une société d'investissement à capital variable dénommée Vantage Fund, ayant son siège social au 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 33.974 et constituée en vertu d'un acte notarié daté du 29 mai 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 278 du 13 août 1990, et dont les statuts ont été amendés pour la dernière fois par acte, le 31 mai 1999, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 535 du 13 juillet 1999.

L'Assemblée est présidée par Madame Marie Petit, avocat, résident professionnellement à Luxembourg, qui nomme comme secrétaire, Madame Diane D'Ocquier, résident professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée nomme comme scrutateur, Monsieur Paul Van den Abeele, avocat, résident à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le président prie le notaire instrumentant d'acter que:

I. Toutes les actions étant nominatives, l'Assemblée Générale Extraordinaire a été convoquée par lettres recommandées contenant l'ordre du jour le 18 janvier 2007.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

(i) Modification de l'article 3 des statuts de la Société pour refléter que, conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 sur les fonds communs de placement (la «Loi de 2002»), l'objet social modifié de la Société, se lit comme suit:

« **Article 3. Objet.** L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds disponibles en des valeurs mobilières négociables et en d'autres avoirs autorisés par la Loi de 2002, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs.

A cet effet, la Société peut prendre toutes mesures et effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, dans toute la mesure permise par la Loi de 2002.»

(ii) Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de prévoir que des succursales, filiales ou autres bureaux, peuvent être établies tant au Luxembourg qu'à l'étranger par résolution du conseil d'administration après avoir reçu l'accord des actionnaires

(iii) Modification de l'article 6 des statuts de la Société pour refléter la disposition légale de «ring-fencing» entre les Compartiments.

(iv) Modification de l'article 10 des statuts de la Société pour préciser la définition du terme «personnes U.S.» et l'intégration d'un second paragraphe sous le point c) 3) concernant la réversion.

(v) Modification de l'article 14 des statuts de la Société pour donner la possibilité pour le Fonds de nommer une société de gestion désignée sujette au Chapitre 13 de la Loi de 2002.

(vi) Modification de l'article 15 des statuts de la Société pour mettre à jour la politique et les restrictions d'investissement applicables aux Compartiments du Fonds, en conformité avec les dispositions de la Loi de 2002.

(vii) Modification de l'article 20 des statuts de la Société pour clarifier la fonction du réviseur d'entreprise agréé.

(viii) Modification de l'article 22 des statuts de la Société pour mettre à jour le calcul de la valeur nette d'inventaire.

(ix) Coordination des statuts de la Société en vue de refléter les différentes modifications, que le Fond sera régi par la Loi luxembourgeoise de 2002, et pour des raisons éditoriales; les modifications 1 à 9 prendront effet au 13 février 2007.

III. Les Actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre de leurs actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les Actionnaires présents, les mandataires des Actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les procurations des Actionnaires représentés resteront pareillement annexées au présent, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

IV. Qu'il appert de la liste de présence que trois cent trente mille cent quatre-vingts (330.180) actions sur les trois cent trente-huit mille cinq cent trente (338.530) actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à la présente Assemblée Générale Extraordinaire. Conformément à l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider, quelle que soit la proportion du capital représenté, sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-dessus reproduit.

Après avoir approuvé l'exposé de Madame la présidente et après avoir reconnu qu'elle était régulièrement constituée et, après en avoir délibéré, elle a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes.

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 3 des statuts de la Société afin de refléter, conformément à la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif (la «Loi de 2002»), que l'objet social modifié de la Société, se lit comme suit:

« **Article 3. Objet.** L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds disponibles en des valeurs mobilières négociables et en d'autres avoirs autorisés par la Loi de 2002, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs.

A cet effet, la Société peut prendre toutes mesures et effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, dans toute la mesure permise par la Loi de 2002.»

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société afin de prévoir que des succursales, filiales ou autres bureaux, peuvent être établies tant au Luxembourg qu'à l'étranger, par résolution du conseil d'administration, après avoir reçu l'accord des actionnaires.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société pour refléter la disposition légale de «ring-fencing» entre les Compartiments.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 10 des statuts de la Société pour préciser la définition du terme «personnes U.S.» et l'intégration d'un second paragraphe sous le point c) 3) concernant le rachat.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 14 des statuts de la Société donner la possibilité pour le Fonds de nommer une société de gestion désignée sujette au Chapitre 13 de la Loi de 2002.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 15 des statuts de la Société pour mettre à jour la politique et les restrictions d'investissement applicables aux Compartiments du Fonds, en conformité avec les dispositions de la Loi de 2002.

Septième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 20 des statuts de la Société pour clarifier la fonction du réviseur d'entreprise agréé.

Huitième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 22 des statuts de la Société pour mettre à jour le calcul de la valeur nette d'inventaire.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale décide de coordonner les statuts de la Société en vue de refléter les différentes modifications et pour des raisons éditoriales; que le Fond sera régi par la Loi luxembourgeoise de 2002; l'Assemblée décide que les modifications prévues aux résolutions 1 à 9 prendront effet au 13 février 2007.

Suite aux résolutions sus-mentionnées, les statuts de la Société ont été coordonnées comme suit.

« **Art. 1. Forme.** Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires d'actions, une société sous la forme d'une société anonyme qualifiée de «société d'investissement à capital variable» (SICAV) régie par la partie I de la loi du 20 décembre 2002 (la «Loi de 2002») concernant les organismes de placement collectif, ainsi que la loi du 10 août 1915 (la «Loi de 1915») concernant les sociétés commerciales ainsi que ces textes ont été modifiés, de même que par les présents statuts.

Art. 2. Dénomination. La société a comme dénomination VANTAGE FUND.

Dans tous les documents émanant de la Société, ce nom doit être suivi de la mention «Société d'investissement à Capital Variable» ou par le terme de SICAV.

Art. 3. Objet. L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds disponibles en des valeurs mobilières négociables et en d'autres avoirs autorisés par la Loi de 2002, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs.

A cet effet, la Société peut prendre toutes mesures et effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, dans toute la mesure permise par la Loi de 2002.

Art. 4. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute par résolution des actionnaires adoptée de la manière requise pour l'amendement des présents statuts comme il est indiqué dans l'article 27.

Art. 5. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré dans tout autre lieu à l'intérieur de la commune du siège social de la Société par décision du Conseil d'Administration de la Société (le «Conseil d'Administration»).

Il peut être créé par résolution du Conseil d'Administration, après avoir reçu l'accord des actionnaires, des succursales, filiales ou autres bureaux, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée entre ce siège et des personnes se trouvant à l'étranger, se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales ; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité qui, nonobstant ce transfert temporaire de son siège restera une Société luxembourgeoise.

Art. 6. Capital social. Le capital social de la Société sera en tout temps égal aux avoirs nets totaux de la Société conformément à l'article 22 des présentes.

Le capital social pourra augmenter ou diminuer comme résultat de l'émission de nouvelles actions par la Société ou du rachat par la Société d'actions de ses actionnaires.

Le capital minimum de la Société est d'un million deux cent cinquante mille Euros (EUR 1.250.000.-).

Le Conseil d'Administration peut établir une ou plusieurs masses d'avoirs, chacune constituant un compartiment (un «Compartiment») au sens de l'article 133 de la loi de 2002, pour chaque classe d'actions telles que décrit dans le prospectus de la Société.

Chaque masse d'avoirs sera investie dans l'intérêt exclusif du Compartiment en question. Le Conseil d'Administration attribue un objectif et une politique d'investissement spécifique ainsi qu'une dénomination spécifique à chaque Compartiment.

La Société est considérée comme une entité légale unique, cependant le droit des investisseurs et créanciers concernant un Compartiment ou nés à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un Compartiment sont limités aux actifs de ce Compartiment. Les actifs d'un Compartiment répondent exclusivement des droits des investisseurs relatifs à ce Compartiment et des droits des créanciers dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce Compartiment. Dans les relations entre investisseurs, chaque Compartiment est traité comme une entité à part.

Les dispositions des présents statuts relatives aux actions et aux actionnaires seront, sauf indications contraires, applicables aussi bien aux actions de distribution qu'aux actions de capitalisation et aux détenteurs de ces actions.

Art. 7. Classes d'actions. Au sein de chaque Compartiment, le Conseil d'Administration peut, à tout moment, décider de créer différentes classes d'actions, dont les actifs seront investis communément conformément à la politique d'investissement spécifique du Compartiment concerné mais qui peuvent se différencier entre autre par la structure de commission, l'investissement minimal, le type d'investisseurs cibles et la politique de distribution qui s'appliquent à eux.

Art. 8. Emission et rachat d'actions. Le Conseil d'Administration est autorisé à émettre d'autres actions entièrement libérées de chaque classe et/ou dans chaque Compartiment à tous moments à un prix basé sur la valeur nette d'inventaire respective (ci-après le «VNI») relative à la classe d'actions et au Compartiment à émettre, déterminée en conformité avec l'article 22 des présentes (augmentée d'une commission de souscription fixée dans le prospectus de la Société) sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscrire les actions à émettre.

De plus, le Conseil d'Administration peut déléguer à n'importe quel administrateur ou fondé de pouvoir de la Société ou à n'importe quelle autre personne dûment autorisée de la Société la charge d'accepter des souscriptions et de délivrer et de recevoir des paiements pour ces nouvelles actions.

Lorsque la Société offrira des actions en souscription, le prix par action auquel ces actions seront offertes et vendues sera la VNI relative à la classe et au Compartiment auxquels elles appartiennent, comme il est prévu dans les présents Statuts, augmentée des commissions prévues par les documents de vente, pourvu que ces commissions ne soient pas supérieures à cinq pour cent (5%) de la VNI des actions souscrites des actions souscrites et attribuées. Toute rémunération à des agents actifs dans le placement des actions sera payée par ces commissions.

Le prix ainsi déterminé sera payable au plus tard cinq jours ouvrables après la date à laquelle la VNI applicable a été déterminée.

Toutes les nouvelles souscriptions d'actions devront être, sous peine de nullité, entièrement libérée et les actions émises auront les mêmes droits que les actions existant à la date d'émission.

Comme il sera décrit plus amplement par la suite, la Société a le pouvoir de racheter ses actions à tout moment dans les seules limites fixées par la loi.

Tout actionnaire pourra demander le rachat de tout ou partie de ces actions par la Société. Le prix de rachat sera payé au plus tard cinq jours ouvrables à Luxembourg après la date à laquelle la VNI relative à la classe et au Compartiment auxquels les actions appartiennent, déterminée conformément aux règles de l'article 22 diminuée des commissions prévues par les documents de vente, pourvu que ces commissions ne soient pas supérieures à un pour cent (1%) de la VNI des actions rachetées. Toute pareille requête devra être transmise par l'actionnaire par écrit au siège social de la Société à Luxembourg ou à toutes autres personnes ou entités désignées par la Société accompagnée par le ou les certificats concernant les actions dans une forme appropriée et, le cas échéant, par la preuve appropriée de leur transfert ou cession. Les actions du capital de la Société rachetées par la Société seront annulées.

Tout actionnaire peut demander la conversion de tout ou partie de ses actions dans les actions d'un autre Compartiment sur la base d'une formule de conversion déterminée de temps à autre par le Conseil d'Administration et exposée dans le prospectus de la Société sachant que le Conseil d'Administration peut imposer certaines restrictions et peut soumettre la conversion au paiement d'une commission raisonnable, telle qu'il la détermine et telle qu'exposée dans le prospectus de la Société.

Si pour une période de plus de trente jours consécutifs, la valeur à leur VNI respective de toutes les actions en circulation de la Société est de moins de quatre millions cinq cent mille Euros (EUR 4.500.000.-) ou si le Conseil d'Administration estime que cela est approprié en raison de changements dans la situation économique ou politique affectant la Société ou car le Conseil d'Administration estime que cela est dans l'intérêt des actionnaires, le Conseil d'Administration peut, après notification écrite à tous les détenteurs d'actions, donnée endéans une période de quatre (4) semaines suivant une telle notification, racheter au jour d'évaluation suivant immédiatement une telle notification toutes les actions (mais pas une partie) non préalablement rachetées, à un prix de rachat qui reflète les coûts anticipés de réalisation et de liquidation de la Société, mais sans commission de rachat.

De plus, la Société informera les détenteurs d'actions en envoyant une notification de rachat à tous les actionnaires à leur adresse figurant dans le registre des actionnaires.

Si pour une période de trente jours consécutifs pour une raison quelconque la valeur nette d'inventaire des avoirs relatifs à un quelconque Compartiment est de moins de 2 millions deux cent mille Euros (EUR 2.200.000.-) ou dans l'hypothèse où un Compartiment libellé dans une monnaie autre que l'Euro, l'équivalent dans cette monnaie d'un tel montant, ou si le Conseil d'Administration estime que cela est approprié en raison de changement dans la situation économique ou politique affectant les Compartiments considérés ou car le Conseil d'Administration estime que c'est dans l'intérêt des actionnaires considérés, le Conseil d'Administration peut, après avoir donné notification aux actionnaires concernés, racheter toutes les actions (mais

pas une partie) de ce Compartiment au Jour d'Evaluation suivant immédiatement une telle notification, à un prix de rachat reflétant les coûts anticipés de réalisation et de liquidation à la clôture d'un tel Compartiment, sans commission de rachat, ou fusionner ce Compartiment avec un autre Compartiment de la Société ou avec un autre organisme de placement collectif à valeur mobilières (un «OPCVM») luxembourgeois.

La clôture d'un Compartiment comprenant le rachat forcé de toutes les actions y relatives ou sa fusion avec un autre Compartiment de la Société ou avec un autre OPCVM luxembourgeois, chaque fois pour des raisons autres que celles énoncées ci-dessus, peut être effectuées uniquement avec l'accord préalable des actionnaires du Compartiment devant être clôturé ou fusionné, lors d'une assemblée de classe dûment convoquée qui peut être variablement tenue sans quorum et qui peut décider à la majorité simple des actions présentes ou représentées.

Une fusion ainsi décidée par le Conseil d'Administration ou approuvée par les actionnaires du Compartiment considéré liera les détenteurs d'actions du Compartiment considéré après un préavis de 30 jours qui leur est notifié, et durant cette période les actionnaires peuvent demander le rachat de leurs actions sans commission de rachat. Dans le cas de fusion avec un fonds commun de placement, la décision ne peut engager que les seuls actionnaires ayant voté en faveur de la fusion. La Société informera les détenteurs des actions considérées par notification envoyée à leur adresse figurant dans le registre des actionnaires.

Les produits de liquidation non réclamés par les actionnaires à la clôture de la liquidation d'un Compartiment seront déposés à la Caisse de Consignation de Luxembourg. Ils seront prescrits après trente ans.

Art. 9. Formes des actions. Toutes les actions seront des actions nominatives. Un actionnaire ne recevra pas de certificat d'actions mais à la place une confirmation de sa participation dans la forme déterminée de temps à autre par le Conseil d'Administration.

Les actions ne pourront être émises que sur acceptation de la souscription et après réception du prix d'achat par la Société. Le souscripteur recevra, sans retard inconsidéré, après acceptation de la souscription et réception du prix d'achat par la Société, un titre documentant les actions par lui acquises.

Toutes les actions émises de la Société autres que les actions au porteur, seront inscrites dans le registre des actionnaires, qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société. Ce registre contiendra le nom de chaque détenteur d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu et le nombre, la classe d'actions détenue par lui et le Compartiment auquel les actions qu'il détient appartiennent ainsi que le montant payé pour chaque action.

Chaque transfert d'une action nominative sera enregistré dans le registre des actionnaires.

Les transferts d'actions nominatives seront effectués sur délivrance à la Société, ou par une déclaration de transfert inscrite dans le registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par les personnes détenant des procurations adéquates pour agir de la sorte.

Chaque actionnaire nominatif devra indiquer à la Société une adresse à laquelle tous les avis et annonces de la Société pourront être envoyés. Ces adresses seront de même inscrites dans le registre des actionnaires.

Dans le cas où un actionnaire nominatif n'indiquerait pas une telle adresse, la Société pourra permettre qu'une notice y afférente soit inscrite dans le registre des actionnaires et l'adresse de cet actionnaire sera supposée être au siège social de la Société ou à toute autre adresse qui sera inscrite par la Société en temps utiles, et ce jusqu'à ce que qu'une autre adresse sera indiquée à la Société par l'actionnaire concerné. L'actionnaire pourra à tout moment changer l'adresse indiquée dans le registre des actionnaires au moyen d'un avis écrit adressé au siège social de la Société ou à toute autre adresse que la Société pourra indiquer.

Le paiement des dividendes, dans l'hypothèse où tel paiement est décidé, sera effectué aux actionnaires, en ce qui concerne les actions nominatives, aux adresses indiquées dans le registre des actionnaires.

Il ne sera émis de fractions d'actions au porteur.

La Société n'acceptera qu'un seul propriétaire pour chaque action de la Société. Dans le cas d'une propriété conjointe, d'une nue-propriété ou d'un usufruit, la Société pourra suspendre l'exercice de tout droit dérivant de ou des actions concernées jusqu'à ce qu'une personne aura été désignée pour représenter les propriétaires conjoints ou nu-propriétaires ou usufruitiers vis-à-vis de la Société.

Art. 10. Restrictions quant à l'acquisition et la détention d'actions. La Société peut restreindre ou empêcher la propriété de ses actions par toute personne, Société, personne morale, s'il apparaît à la Société que : a) cette propriété aura pour fait une infraction à la loi du Luxembourg ou à l'étranger, b) elle pourrait soumettre la Société à des impôts dans un autre pays que le Grand-duché du Luxembourg ou c) elle pourrait de toutes autres façons être préjudiciable aux intérêts des actionnaires et, partant, à la Société.

Plus spécialement, le Conseil d'Administration pourra restreindre ou empêcher la propriété d'actions de la Société par toute «personne US». Toutes les fois où il sera employé dans les présents statuts, le terme de «personne US» signifiera un citoyen national ou résident ou une société ou association organisée conformément à une législation ou existant dans tout Etat, Commonwealth, territoire ou possession des Etats-Unis d'Amérique ou, toute autre personne définie comme une personne US par le Règlement S promulgué par le «United States Securities Act» de 1933 ou par le «United States Internal Revenue Code» de 1986, tel qu'amendés.

Pour ces raisons, le Conseil d'Administration peut :

a) refuser d'émettre des actions ou refuser d'inscrire tout transfert d'actions si elle estime que cette émission ou inscription aurait ou pourrait avoir pour effet la possession directe ou indirecte de cette action par une personne qui est exclue de la détention d'actions de la Société ou par une personne US.

b) exiger à tout moment de toute personne dont le nom est inscrit au registre des actionnaires ou de toute personne qui voudrait faire inscrire un transfert sur le registre des actionnaires, la production de tout renseignement que la Société estimera nécessaires, confirmés par affidavit, pour déterminer si la jouissance des actions d'un tel actionnaire appartient à une personne qui est exclue de la propriété d'actions de la Société ou à une personne US, ou si un tel enregistrement résultera en la jouissance des actions par une personne qui est exclue de la propriété des actions dans la Société ou par une personne US, et

c) lorsqu'il apparaîtra au Conseil d'Administration qu'une personne qui est exclue de la propriété des actions de la Société ou toute personne US, détiendra, soit seule soit ensemble avec toute autre personne la jouissance d'actions, le Conseil d'Administration peut exiger de l'actionnaire qu'il vende ses actions et fournir à la Société la preuve de la vente dans les 15 jours de la notice. Si un actionnaire ne se conforme pas à cette instruction, la Société peut racheter ou procéder au rachat forcé de toutes les actions détenues par un tel actionnaire ou s'il apparaît à la Société qu'une ou plusieurs personnes sont propriétaires d'une quantité d'actions de la Société qui pourrait rendre la Société sujette à des impôts ou autre réglementation de juridiction différente que celle du Luxembourg, à procéder au rachat forcé de toutes ou parties des actions détenues par de tels actionnaires, comme il sera nécessaire, de la manière suivante :

1. La Société notifiera un avertissement (désigné ci-après «Avertissement de rachat») à l'actionnaire qui détient ces actions ou qui est inscrit dans le registre des actionnaires comme propriétaire des actions à racheter, indiquant que les actions devaient être rachetées, le prix de rachat de celles-ci, le nom de l'acheteur et le lieu où le prix de rachat de ces actions sera payable.

Cet avertissement de rachat pourra être notifié sous pli recommandé adressé à l'actionnaire à sa dernière adresse connue ou inscrite dans les livres de la Société. L'actionnaire concerné sera tenu dès lors de remettre sans délai à la Société le ou les certificats représentatifs des actions désignées dans l'avertissement de rachat.

Immédiatement après la clôture des bureaux à la date indiquée dans l'avertissement de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être un actionnaire. Les actions détenues précédemment par lui seront annulées et son nom sera rayé du registre des actionnaires.

2. Le prix auquel seront rachetées les actions décrites dans un avertissement de rachat, (ci-après le «Prix de rachat») sera basé sur la valeur nette d'inventaire par action de la classe et du Compartiment en question de la Société calculée conformément à l'article 23 des présents statuts à la date de l'avertissement de rachat.

3. Le paiement du Prix de rachat sera mis à disposition du précédent propriétaire de ces actions dans la devise du Compartiment concerné, sauf en cas de réglementation des changes et il sera déposé par la Société auprès d'une banque à Luxembourg ou ailleurs (ainsi qu'il sera indiqué dans l'avertissement de rachat) pour être versé au propriétaire contre remise du ou des certificats représentatifs des actions décrites dans l'avertissement, si de tels certificats existent. Après le dépôt du Prix de rachat ainsi qu'il est dit ci-dessus, aucune personne ayant des droits sur les actions décrites dans l'avertissement de rachat n'aura désormais de droit sur ces actions ni sur aucune de celles-ci et ne pourra porter aucune revendication contre la Société ou contre les avoirs de celle-ci du chef des actions en question, sauf le droit de l'actionnaire apparaissant comme le propriétaire des actions en question de toucher le Prix de rachat ainsi déposé (sans intérêts) de la part de la banque en échange de la remise du ou des certificats d'actions ainsi que décrits ci-dessus.

Tout fonds recevable par un actionnaire sous ce paragraphe, mais non collecté dans une période de cinq ans à partir de la date indiquée dans l'avertissement de rachat, ne peut plus être réclamé et sera reversé au Compartiment relatif à la classe ou aux classes d'actions en question. Le Conseil d'Administration aura les pouvoirs de prendre toutes les démarches nécessaires pour accomplir un tel revirement et autorisera cette action au nom de la Société.

4. L'exercice par la Société des pouvoirs conférés par cet article ne pourra dans aucun cas être remis en question ou invalidé au motif qu'il n'y aurait pas de preuve suffisante de la propriété de ces actions par une personne ou que la propriété effective de ces actions était différente de celle apparue à la Société à la date d'un avertissement de rachat, sous réserve que la Société a exercé ses pouvoirs de bonne foi.

d) refuser dans toute assemblée générale des actionnaires de la Société le vote d'une personne qui est exclue de la détention d'actions de la Société ou d'une personne US.

Art. 11. L'Assemblée Générale des actionnaires. Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera l'ensemble des actionnaires de la Société. Ses décisions lieront tous les actionnaires de la Société, et ce, sans distinction des classes d'actions détenues par eux et des Compartiments auxquels appartiennent les actions. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue, conformément à la loi luxembourgeoise, à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tel autre endroit à Luxembourg tel que désigné dans l'avis de convocation, le premier mercredi du mois d'octobre à 11 heures. Si ce jour n'est pas un jour bancaire ouvrable, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour bancaire ouvrable suivant. L'Assemblée Générale annuelle se tiendra à l'étranger si, selon l'appréciation définitive et souveraine du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées d'actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation respectifs.

Art. 12. Le fonctionnement des assemblées générales d'actionnaires. Les quorums et délais prévus par la loi s'appliqueront aux convocations et à la tenue des assemblées générales des actionnaires de la Société, sauf dispositions contraires des statuts.

Chaque action, peu importe la classe ou le Compartiment auquel l'action appartienne, a le droit à une voix, sauf dispositions contraires des statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur, une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'est pas disposé autrement par la loi, les décisions prises lors d'assemblées générales des actionnaires dûment convoquées seront approuvées à une majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Des décisions affectant les droits des actionnaires d'une classe ou d'un Compartiment d'actions vis à vis des autres classes et/ou Compartiments, devront de plus remplir les exigences de quorum et de majorité prévue par la loi dans cette ou ces classes de Compartiments.

En outre, les actionnaires de chaque classe et de chaque Compartiment d'actions seront convoqués à des assemblées d'actionnaires séparées, délibérant et votant dans les conditions de quorum et de majorité prévue par la loi en ce qui concerne l'affectation des bénéfiques nets de leur Compartiment et classe.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée générale des actionnaires.

Les actionnaires se réunissent sur convocation du Conseil d'Administration. La convocation contenant l'ordre du jour envoyée par lettre au moins 21 jours avant l'Assemblée générale à chaque actionnaire, à l'adresse indiquée dans le registre des actionnaires et publiée conformément à la loi et insérée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg, dans un quotidien luxembourgeois et dans n'importe quel autre quotidien tel qu'il en a été décidé par le Conseil d'Administration.

Art. 13. Administration de la Société . La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires pour une durée maximale de six ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus et aient accepté leurs fonctions, sauf qu'un administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif et/ou remplacé à tout moment par résolution adoptée par l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, démission ou autrement, les administrateurs restants pourront se réunir et élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir cette vacance de poste jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Art. 14. Le fonctionnement du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration désignera parmi ses membres un Président et pourra désigner entre eux un ou plusieurs Vice-Présidents. Il pourra aussi désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et du Conseil d'Administration mais, en son absence, les actionnaires ou le Conseil pourront désigner un autre administrateur comme président de la réunion par un vote à la majorité de ceux présents lors d'une telle réunion.

Le Conseil d'Administration pourra de temps à autre, nommer des directeurs généraux dans la Société et tout autre fondé de pouvoirs qu'il jugera nécessaires à l'activité et à l'administration de la Société. Toute nomination pourra être révoquée à tout moment par le Conseil d'Administration. Les fondés de pouvoirs n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Les fondés de pouvoirs auront, sauf disposition contraire des présents statuts, les pouvoirs et devoirs qui leur auront été confiés par le Conseil d'Administration.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins 3 jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Un avis ne sera pas requis à la suite de l'accord par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil tenue aux place et heure fixées dans une décision adoptée préalablement par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter lors de toute réunion du conseil en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Les administrateurs pourront agir seulement dans le cadre de réunions du Conseil d'Administration dûment convoquées. Les administrateurs ne pourront pas lier la Société par des actes individuels, sauf tels leur ont été permis expressément par décision du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration pourra délibérer et agir valablement seulement si au moins 50% des administrateurs sont présents ou représentés à la réunion du conseil. Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion.

Chaque membre du Conseil d'Administration a une voix. En cas de parité, le président du Conseil d'Administration disposera d'une voix prépondérante.

Des décisions écrites, approuvées et signées par tous les membres du Conseil d'Administration seront valables et effectives de la même façon que si elles avaient été prises à une réunion dûment convoquée et tenue. Les signatures peuvent apparaître sur un seul document ou sur plusieurs copies d'une décision identique et pourront être prouvées par lettre, câble, télégramme, télex, télécopieur ou par des moyens similaires.

Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière et aux affaires courantes de la Société et ses pouvoirs relatifs à l'accomplissement de son objet et de la poursuite de l'orientation générale de sa gestion à des personnes physiques ou morales qui n'ont pas besoin d'être des administrateurs, agissant sous le contrôle du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut nommer une Société de gestion désignée pour la Société (la «Société de Gestion désignée») sujette au chapitre 13 de la Loi de 2002, qui accomplira elle-même ou par voie de délégation les fonctions listées dans la Loi de 2002.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président ou, en son absence par l'administrateur qui aura assumé la présidence de la réunion.

Les copies ou extraits de ces procès verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président du Conseil d'Administration ou par le secrétaire ou par deux administrateurs.

Art. 15. Compétence du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes d'administration, de disposition et d'exécution dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les présents Statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence de Conseil d'Administration.

En appliquant le principe de la diversification des risques, le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer la politique d'investissement de la Société conformément aux dispositions légales applicables. Les investissements de la Société peuvent être faits soit directement soit indirectement par le biais de succursales de la manière dont le Conseil d'Administration peut déterminer de temps à autre.

Le Conseil d'Administration a en particulier le pouvoir de déterminer la politique générale et la conduite des affaires de la Société, sous réserve cependant que la Société n'effectuera pas d'investissements et n'entreprendra pas d'activités tombant sous les restrictions d'investissement telles qu'elles peuvent résulter de la Loi de 2002 ou de lois et règlements des pays dans lesquels les actions sont offertes à la vente au public ou qui peuvent être adoptées de temps à autre par résolution du Conseil et qui seront décrites dans tous prospectus d'émission des actions.

Le Conseil d'Administration a le pouvoir de déterminer les restrictions d'investissements qui vont être applicables aux actifs de la Société et à chaque Compartiment de la Société, à condition qu'à tous moments, la politique d'investissement de la Société et de chaque Compartiment de la Société soit conforme à la partie I de la Loi de 2002 et à toute autre loi avec laquelle il faut être en conformité pour être qualifié d'organismes de placement collectif en valeur mobilières par l'article 1 (2) de la Directive 85/611/EEC du 20 décembre 1985.

(A) Dans la détermination et l'application de la politique d'investissement, le Conseil d'Administration peut faire en sorte que les actifs de chaque Compartiment soient investis en:

(i) Valeurs mobilières et instruments des marchés financiers admis ou négociés sur un marché auquel il est fait référence à l'article 1, point 13 de la Directive du conseil 93/22/EEC sur les services d'investissement en matière de valeurs mobilières («Marché Régulé»);

(ii) Valeurs mobilières et instruments des marchés financiers négociés sur un autre marché réglementé d'un Etat membre de l'Union Européenne, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public;

(iii) Valeurs mobilières et instruments des marchés financiers admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs dans un Etat non membre de l'Union Européenne ou négociés sur un autre marché dans un Etat non membre de l'Union Européenne, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, situé dans un autre pays d'Europe occidentale ou d'Europe de l'Est, d'Asie, d'Océanie, des continents américains ou d'Afrique;

(iv) Valeurs mobilières et instruments des marchés financiers nouvellement émis, sous réserve que les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou à un autre marché réglementé mentionnés au points (i) à (iii) ci-dessus soit introduite et que l'admission soit obtenue dans un délai d'an à compter de l'émission;

(i) Parts ou actions d'OPCVM, autorisés conformément à la Directive du conseil CEE/85/611, et/ou d'autres organismes de placement collectif au sens du premier et du second identifiants de l'Article 1(2) de la Directive CEE/85/611, qu'ils soient ou non situés dans un Etat membre de l'Union Européenne, étant entendu que:

i. Ces autres organismes de placement collectif sont autorisés par des lois qui les soumettent à un contrôle considéré par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (la «CSSF») comme équivalent à celui prévu par le droit communautaire et étant entendu qu'elles garantissent une coopération suffisante entre les autorités de contrôle;

ii. Le niveau de protection garantie aux porteurs de parts dans ces autres organismes de placement collectif est équivalent à celui dont bénéficient les porteurs de parts dans un OPCVM et en particulier, que les règles sur la ségrégation des actifs, emprunt, prêt, et ventes à découverts des valeurs mobilières et instruments de marchés sont équivalentes aux exigences de la Directive CEE/85/611;

iii. Les affaires de l'autre organisme de placement collectif feront l'objet de rapports semi-annuels et annuels pour permettre l'évaluation de l'actif et du passif, des revenus et des opérations de la période couverte.

iv. Pas plus de 10% des avoirs de l'OPCVM ou de l'autre organisme de placement collectif, dont l'acquisition est envisagée, ne peuvent être, conformément à leur documents de constitution, investis au total, dans des actions ou parts d'autres OPCVM ou organismes de placement collectif.

(ii) Dépôts auprès d'un établissement de crédit remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à douze mois, à condition que l'établissement de crédit ait son siège statutaire dans un Etat membre de l'Union Européenne ou, si le siège statutaire de l'établissement de crédit est situé dans un pays tiers, soit soumis à des règles prudentielles considérée par la CSSF comme équivalentes à celles prévues dans la législation communautaire

(iii) Instruments financiers dérivés, en ce compris des instruments assimilables à des liquidités, négociés sur les marchés réglementés auxquels il est fait référence aux paragraphes (i), (ii) et (iii), et/ou en instruments financiers dérivés négociés de gré à gré, pourvu que:

- Le sous-jacent est constitué d'instruments visés par (i) à (vii), d'indices financiers, de taux d'intérêts, de taux d'intérêts ou de devises étrangères, tel qu'autorisés dans les objectifs d'investissement;
 - Les contre-parties dans le cadre des opérations sur instruments dérivés gré à gré sont des institutions sujettes à un contrôle prudentiel et appartenant à des catégories approuvées par la CSSF, et
 - Les instruments dérivés gré à gré sont quotidiennement soumis à une évaluation fiable et vérifiable et peuvent être à tout moment vendus, liquidés ou fermés, à leur valeur de marché, à l'initiative de la Société, par le biais d'une opération de compensation;
- (iv) instruments du marché monétaire autres que ceux négociés sur un marché réglementé et visés aux paragraphes (i) à (iv) ci-dessus, pour autant que l'émission ou l'émetteur de ces instruments soient soumis eux-mêmes à une réglementation visant à protéger les investisseurs et l'épargne et que ces instruments soient:
- émis ou garantis par une administration centrale, régionale ou locale, par une banque centrale d'un Etat membre, par la Banque Centrale Européenne, par l'Union Européenne ou par la Banque Européenne d'Investissement, par un Etat tiers ou, dans le cas d'un Etat fédéral, par un des membres composant la fédération, ou par un organisme public international dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne, ou
 - émis par une entreprise dont des titres sont négociés sur les marchés réglementés visés aux points (i), (ii) et (iii) ci-dessus, ou
 - émis ou garantis par un établissement soumis à une surveillance prudentielle selon les critères définis par le droit communautaire, ou par un établissement qui est soumis et qui se conforme à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme au moins aussi strictes que celles prévues par la législation communautaire, ou
 - émis par d'autres entités appartenant aux catégories approuvées par la CSSF pour autant que les investissements dans ces instruments soient soumis à des règles de protection des investisseurs qui soient équivalentes à celles prévues aux premier, deuxième ou troisième tirets, et que l'émetteur soit une Société dont le capital et les réserves s'élèvent au moins à dix millions d'Euros (10.000.000 Euros) et qui présente et publie ses comptes annuels conformément à la quatrième directive 78/660/CEE, soit une entité qui, au sein d'un groupe de Sociétés incluant une ou plusieurs Sociétés cotées, se consacre au financement du groupe ou soit une entité qui se consacre au financement de véhicules de titrisation bénéficiant d'une ligne de financement bancaire.
- (B) Par dérogation aux règles mentionnées ci-dessus, chaque Compartiment peut:
- (i) placer ses actifs jusqu'à 10% au maximum dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire autres que ceux visés au point (A) ci-dessus;
 - (ii) ne pas acquérir des denrées, métaux précieux ni des certificats représentatifs de ceux-ci;
 - (iii) acquérir les biens meubles et immeubles indispensables à l'exercice direct de l'activité du Compartiment; et
 - (iv) détenir, à titre accessoire, des liquidités ou ses équivalents.
- (C) La Société est autorisée en outre à recourir aux techniques et instruments qui ont pour objet les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire aux conditions et dans les limites fixées dans le prospectus pourvu que de tels techniques et instruments soient employés aux fins d'une gestion efficace du portefeuille.
- (D) La Société peut, selon le principe de la répartition des risques, investir jusqu'à 100% des actifs du Compartiment dans différentes émissions de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'Union Européenne, par ses collectivités publiques territoriales, par un Etat qui ne fait pas partie de l'Union Européenne ou par des organismes internationaux à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne; à condition que, dans un tel cas, le Compartiment concerné détienne des valeurs appartenant à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une même émission n'excèdent 30% du montant total.
- Art. 16. Intérêt.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une autre Société ou firme ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs des administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société ont un intérêt dans cette Société, ou est un administrateur, associé ou fondé de pouvoir de cette autre Société ou firme.
- Tout administrateur ou employé de la Société qui occupe un poste de directeur ou fondé de pouvoir d'une autre Société ou firme avec laquelle la Société aura passé des contrats ou sera autrement engagée dans des affaires, ne sera, en raison de ce lien avec une telle autre Société ou firme empêchée de délibérer et de voter ou d'agir dans des matières en liaison avec de tels contrats ou autres affaires.
- Dans le cas où un administrateur ou fondé de pouvoir de la Société pourrait avoir un intérêt opposé aux intérêts de la Société ou des actionnaires dans une transaction de la Société, cet administrateur ou fondé de pouvoir fera savoir au Conseil d'Administration cet intérêt opposé et ne votera pas sur une telle transaction et cet intérêt de l'administrateur ou du fondé de pouvoir sera soumis à la première assemblée générale des actionnaires.
- Art. 17. Indemnisation des Administrateurs.** La Société pourra indemniser tout administrateur ou fondé de pouvoir ainsi que leurs héritiers, exécuteurs testamentaires ou administrateurs légaux, des dépenses raisonnablement occasionnées par eux en relation avec toute action, procédure ou procès auxquels ils seront parties et auront été impliqués en raison de la circonstance qu'ils ont été ou sont administrateur ou fondé de pouvoir de la Société ou à la demande de celle-ci, en raison du fait qu'ils l'ont été dans une autre Société dans laquelle la présente Société est actionnaire ou créancière, dans la mesure où ils ne sont pas en droit d'être indemnisés par cette autre Société, sauf relativement dans des matières dans lesquelles ils seront finalement condamnés pour négligence grave ou mauvaise administration dans le cadre d'une pareille action judiciaire; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée en relation avec des matières couvertes par l'arrangement, que si la Société est informée par son conseil que la personne à indemniser n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit prescrit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits individuels dans le chef de ces personnes.

La Société indemnise et délie de toute responsabilité la Société de Gestion désignée, s'il y en a, et ses officiers, employés et administrateurs en conformité avec le contrat de services de gestion conclut entre la Société et la Société de Gestion désignée.

Art. 18. Rémunération du Conseil d'Administration. L'assemblée générale d'actionnaires pourra attribuer aux membres du Conseil d'Administration, comme rémunération de leurs services rendus, une somme annuelle fixe comme rémunération de directeurs, de tel montant étant à considérer comme dépenses générales de la Société sera répartie, à la discrétion du Conseil d'Administration, entre ses membres.

De plus, les membres du Conseil d'Administration pourront obtenir remboursement de toutes dépenses engagées pour le compte de la Société, pourvu qu'ils soient raisonnables.

Art. 19. Engagement de la Société relativement à des tiers. La Société sera engagée par la signature de deux membres du Conseil d'Administration ou par la signature individuelle de chaque fondé de pouvoir dûment autorisé par la Société ou par signature individuelle de toute autre personne à laquelle autorité a été déléguée par le Conseil d'Administration.

Art. 20. Réviseur d'entreprises. Les opérations de la Société, incluant en particulier sa comptabilité et sa situation financière, seront supervisées par un réviseur d'entreprises indépendant, qualifié de réviseur d'entreprise agréé, qui devra remplir les exigences de la loi luxembourgeoise concernant son honorabilité et son expérience professionnelle adéquate. Le réviseur indépendant sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période finissant à la date de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires et restera en fonction jusqu'à sa nouvelle nomination ou jusqu'à ce que son successeur soit nommé et qualifié. Le réviseur en fonction peut être révoqué à tout moment par les actionnaires mais seulement pour faute grave à condition qu'il soit remplacé par un autre réviseur d'entreprise.

Art. 21. Détermination de la valeur nette de l'inventaire. Le prix de souscription et de rachat ainsi que la VNI des actions de la Société seront déterminés par la Société chaque jour d'évaluation, étant le premier et troisième mercredi de chaque mois si ce jour est un jour ouvrable; ou, si ce jour n'est pas un jour ouvrable, le prochain jour ouvrable (le «jour d'évaluation») et au moins deux fois par mois. Le Conseil d'Administration pourra décider de faire un ajustement du prix de souscription et de rachat par l'addition ou la réduction d'un montant qui reflétera un coût de transaction notionnelle d'un maximum de 0,5 pour cent, montant qui restera dans le Compartiment concerné.

La Société peut suspendre le calcul de la VNI et le droit de tout actionnaire d'exiger l'émission, le rachat ou la conversion de ses actions, sachant que si une quelconque de ces suspensions est limitée à un ou plusieurs Compartiments déterminés, elle n'affectera pas les autres Compartiments:

(a) durant toute période pendant laquelle un marché ou une bourse de valeur, qui est le marché ou la bourse de valeur principale sur laquelle une part substantielle des investissements du Compartiment considéré est fermé (pour une raison autre que des congés normaux) ou pendant laquelle les opérations sont substantiellement restreintes ou suspendues, pourvu qu'une telle restriction ou suspension affecte l'évaluation des investissements de la Société attribuable à une telle classe d'actions cité au-dessus;

(b) pendant toute période pendant laquelle il existe des circonstances inhabituelles de l'avis du Conseil d'Administration qui constituent une urgence de laquelle il résulte que la disposition ou l'évaluation des investissements du Compartiment considéré serait impraticable;

(c) lorsque les moyens de communication normalement employés pour déterminer le prix de l'un quelconque des investissements du Compartiment considéré ou les prix courants sur l'un quelconque des marchés ou des bourses;

(d) durant toute période pendant laquelle la Société est dans l'impossibilité de rapatrier des fonds en vue d'effectuer des paiements sur des actions à racheter ou pendant laquelle un transfert de fonds relatif à la réalisation ou à l'acquisition d'investissements ou à de paiements dus à la suite du rachat de telles actions ne peut, de l'avis du Conseil, être effectué à un taux de change normal;

(e) durant toute période pendant laquelle, de l'opinion du Conseil d'Administration, il existe des circonstances inhabituelles qui rendent impraticable ou inéquitable envers les actionnaires la continuation de la négociation des actions de l'un quelconque des Compartiment de la Société;

(f) si la Société est en cours de liquidation ou si la liquidation est envisagée le jour de la convocation de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle une résolution en vue de liquider la Société sera présentée ou après ce jour;

(g) quand, pour tout autre raison, le prix des investissements détenus par la Société ne peut pas être déterminé rapidement et avec précision.

Les actionnaires ayant demandé la conversion ou le rachat de leurs actions seront promptement informés par écrit d'une telle suspension.

Art. 22. Le calcul de la valeur nette d'inventaire. La Société étant capable de fonctionner avec des Compartiments multiples, la valeur nette d'inventaire d'une action d'une classe et d'un Compartiment déterminé de la Société sera exprimée dans la devise du Compartiment concerné et sera déterminée à chaque jour d'évaluation en divisant les avoirs nets totaux du Compartiment, représenté par la valeur des avoirs de ce Compartiment diminué de ses engagements, par le nombre d'actions de ce Compartiment en circulation, en tenant compte, si nécessaire, de la répartition des avoirs nets entre les actions de capitalisation, les actions de distribution, et les autres actions telle que décrites à l'Article 7, conformément aux dispositions du sous-paragraphe D du présent article.

Si, après la fermeture des bureaux un jour ou d'évaluation, des changements matériels sont intervenus dans la cotation sur les marchés sur lesquels une partie importante des investissements d'un Compartiment de la Société sont négociés ou cotés, la Société pourra, pour sauvegarder les intérêts des actionnaires, annuler la première évaluation et effectuer une seconde évaluation.

L'évaluation sera faite de la manière suivante:

A. Les actifs de la Société incluront:

- a) toutes les espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts courus;
- b) tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles y compris les produits de la vente de titres dont le prix n'a pas été perçu;
- c) tous les obligations, billets à terme, certificat de dépôt, actions, titres, parts, droit de souscription, warrants, options et autres valeurs mobilières, instruments financiers et instruments similaires qui appartiennent à la Société ou qui ont été contractés pour elle;
- d) tous les dividendes et dividendes en espèces et distribution en espèces à recevoir par la Société (sous réserve que la Société pourra faire des ajustements en considération des fluctuations de la valeur marchande des valeurs mobilières occasionnées par la négociation ex-dividende, ex-droit ou par des pratiques similaires);
- e) tous les intérêts courus ou produits par des valeurs produisant intérêts qui sont de la propriété de la Société, sauf si ces intérêts sont inclus ou représentés dans la valeur principale de ces valeurs;
- f) les dépenses préliminaires de la Société dans la mesure où elles n'ont pas encore été amorties,
- g) les valeur de liquidation de tous les contrats à terme, contrats d'échanges et options d'achat ou de vente dans lesquels la Société a une position ouverte;
- h) les actions ou parts émises par des fonds d'investissement de type ouverts; et
- i) d'autres avoirs de quelque nature qu'ils soient, y compris les dépenses payées par anticipation.

La valeur de ces avoirs sera déterminée de la façon suivante:

- 1) La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, effets et billets payables à vue et comptes exigibles, dépenses payées par anticipation, dividendes en espèces et intérêts déclarés ou courus comme définis ci-avant et non encore reçus seront considérés par leur montant total, sauf dans le cas où il est improbable que ce montant soit pleinement payé ou reçu, auquel cas la valeur sera déterminée après opération d'une réduction que le Conseil d'Administration considérera comme appropriée pour réfléchir la valeur exacte de ces avoirs.
- 2) La valeur des valeurs qui sont cotées ou négociées à une bourse d'échange ou à un autre marché régulier sera pour chacune de ces valeurs le dernier prix connu.
- 3) Toutes les autres valeurs négociées sur un autre marché régulier sont évaluées d'une manière qui se rapproche le plus possible de celle décrite dans le précédent paragraphe.
- 4) Dans le cas où des valeurs détenues par les Compartiments de la Société ne sont pas cotées ou négociées à une bourse d'échange ou à un autre marché régulier à un jour d'évaluation ou pour des valeurs cotées ou négociées à une bourse d'échange ou à un autre marché régulier, pour lesquelles aucune cotation n'est disponible, ou si le prix déterminé en conformité des paragraphes 2 et/ou 3 n'est pas, de l'opinion du Conseil d'Administration, représentatif de la véritable valeur de marché de ces titres, la valeur de ces valeurs mobilières sera déterminée sur la base d'un prix de vente raisonnablement prévisible et déterminée avec prudence et bonne foi.
- 5) Les parts ou actions émises par des fonds d'investissement de type ouverts seront évaluées à leur dernière VNI connue ou, en conformité avec le point (b) de telles valeurs sont listées.
- 6) la valeur de liquidation des contrats à terme, contrats forward ou options non négociés sur des marchés réglementés visés par l'article 1, point 13 de la Directive 93/22/EEC concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières ou sur d'autres marchés réglementés renverra à leur valeur de liquidation nette calculée, dans le respect des politiques établies par le Conseil, sur une base appliquée de manière consistante à chaque variété distincte de contrats. La valeur de liquidation des contrats à terme, contrats forward ou options négociés sur des marchés réglementés ou sur d'autres marchés organise sera basée sur les derniers accords sur les prix de ces contrats dans les marchés réglementés et autres marchés réglementés sur lesquels ces contrats à terme, contrats forward et options sont négociés par la Société; dans le cas où un contrat à terme, forward ou une option ne peut pas être liquidé au jour en référence duquel les actifs nets devraient être déterminée, la base pour déterminer la valeur de liquidation d'un tel contrat devra être la valeur que le Conseil d'Administration jugera équitable et raisonnable;
- 7) Les transactions d'échanges vont être systématiquement évaluées sur base du calcul de la valeur nette actuelle de leurs disponibilités attendues.
- 8) Les avoirs évalués dans une autre devise du portefeuille seront évalués dans cette devise après prise en compte du taux de change applicable.
- 9) Toutes les autres valeurs et tous les autres actifs seront évalués à leur valeur véritable déterminée par les administrateurs en toute bonne foi et suivant les principes et procédures d'évaluation généralement acceptés.

B. Les engagements de la Société comprendront:

- a) Tous les prêts, billets échus et comptes exigibles.
- b) Tous les intérêts ou prêts échus de la Société;
- c) Tous les frais d'administration, échus ou dus (y compris, mais non seulement les frais de conseil en investissement, les frais de depositaire et des agents de la Société);
- d) Toutes les obligations reconnues, présentes ou futures, y compris toutes obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements soit en espèces, soit en biens, y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non payés si la date d'évaluation tombe sur la date de registration pour la détermination de la personne qui y a droit ou la suite;

e) Une provision appropriée pour les impôts futurs basés sur le capital et le revenu à la date d'évaluation, comme elle sera déterminée en temps utile par la Société, toutes autres réserves ainsi qu'elles ont été autorisées et approuvées par le Conseil d'Administration et

f) Tous les autres engagements de la Société de quelque nature qu'ils soient, exceptés les engagements représentés par des actions de la Société. Pour l'évaluation du montant de ces engagements, la Société prendra en considération toutes les dépenses à supporter par la Société qui comprendront, les frais de constitution non encore amortis, les commissions à payer à sa Société de Gestion désignée, à ses conseils ou gestionnaires en investissement, à ses comptables, au dépositaire, à l'agent domiciliaire et sociétaire, à l'agent d'enregistrement et de transfert, aux agents de paiement et représentants permanents des lieux où la Société est soumise à l'enregistrement, à tout autre agent employé par la Société, la rémunération (s'il y en a) des administrateurs et les dépenses raisonnablement encourues par ceux-ci, les frais d'assurance, et les coûts de déplacement raisonnables en relation avec les réunions du Conseil d'Administration, les frais et dépenses liés à toute enregistrement et au maintien de cette enregistrement de la Société avec des autorités gouvernementales ou des bourses de valeurs au Grand-Duché de Luxembourg et à tout autre pays, les dépenses pour services juridiques et de révisions, les dépenses pour la promotion, l'impression, les publications, inclusivement les frais de publicité et de préparation et d'impression des prospectus, rapports périodiques ou déclarations d'enregistrement, les frais de tout rapports aux actionnaires, les taxes ou charges gouvernementales et toutes autres dépenses d'opérations, y inclus les coûts d'achat et de vente des actifs, les intérêts, les charges mises en compte par les banques et les courtiers, les frais de poste, téléphone, télécopie et télex.

La Société pourra calculer les dépenses administratives et autres qui auront une nature régulière ou périodique, par une estimation prévisionnelle pour des périodes annuelles ou autres, et pourra répartir ces dépenses dans des proportions égales sur de telles périodes.

C. Entre actionnaires, chaque Compartiment sera traité comme une entité séparée et avec ses propres avoirs, plus values, dépréciations, et les administrateurs établiront à cet effet pour chaque Compartiment une masse d'avoirs de la manière suivante:

a) Les produits résultant de l'émission d'actions de chaque Compartiment seront attribués, dans la comptabilité de la Société, aux Compartiments établis pour cette masse d'actions et les avoirs, engagements, revenus et coûts relatifs à cette masse d'actions seront attribués à ce Compartiment conformément aux dispositions des présents articles;

b) Si un avoir déterminé est produit d'un autre avoir, ce dérivé, dans la comptabilité de la Société, au même Compartiment que celui auquel l'avoir original appartenait, et à chaque réévaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée au Compartiment auquel cet avoir appartient;

c) Pour le cas où la Société doit honorer des engagements en relation à un avoir appartenant à un Compartiment spécifique ou en relation avec une opération effectuée en relation avec un avoir d'un Compartiment spécifique, cet engagement sera attribué au Compartiment concerné;

d) Si un avoir ou un engagement de la Société ne peut être attribué à un Compartiment spécifique, cet avoir ou engagement sera attribué à tous les Compartiments existant proportionnellement à la valeur nette d'inventaire des différents Compartiments.

D. Pour le cas où des actions de distribution et des actions de capitalisation ont été émises dans un Compartiment, la VNI sera distribuée entre d'une part le nombre total des actions de distribution et, d'autre part, le nombre total des actions de capitalisation, sous condition que les deux classes d'actions aient été émises initialement au même prix, dans les proportions suivantes:

a) Au début, le pourcentage des avoirs nets totaux correspondant au nombre total des actions de distribution sera égal au pourcentage qui est représenté par le nombre total d'actions de distribution émises dans un Compartiment déterminé.

De même, le pourcentage des avoirs total net correspondant au nombre total d'actions de capitalisation sera égal au pourcentage qui est représenté par le nombre total d'actions de capitalisation émises dans le Compartiment concerné.

b) Les avoirs nets totaux attribuables au nombre total d'actions de distribution d'un Compartiment seront soumis à une réduction égale au montant des dividendes distribués entraînant par là une réduction du pourcentage du total des avoirs nets attribuables au nombre total d'actions de distribution; d'autre part, les avoirs nets totaux qui seront attribués au nombre total des actions de capitalisation restera constant, entraînant une augmentation du pourcentage des avoirs nets totaux attribuables au nombre total et des actions de capitalisation.

c) Si des souscriptions ou des rachats d'actions de distribution sont effectués dans un Compartiment, les avoirs nets attribuables au nombre total d'actions de distribution seront augmentés ou réduits du montant net reçu ou payé par la Société en relation avec ces souscriptions ou rachats. De même, si des souscriptions ou des rachats d'actions de capitalisation sont effectués dans un Compartiment, les avoirs nets attribuables au nombre total des actions de capitalisation sont effectués dans un Compartiment, les avoirs nets attribuables au nombre total des actions de capitalisation seront augmentés ou réduits du montant net ou payé par la Société en relation avec ces souscriptions ou rachats.

E. Aux fins des présents articles:

a) Les actions de la Société qui seront en voie d'être rachetées conformément à l'article 8 des présents statuts seront considérées comme émises et en circulation et seront prises en considération jusqu'à la clôture des bureaux au jour d'évaluation indiqué dans le présent article, et à partir de ce moment jusqu'à ce qu'ils aient été payés, leur prix sera supposé être un engagement de la Société;

b) Les actions en voie d'être émises par la Société suite à des demandes de souscription reçues seront traitées comme étant émises à partir de la fermeture des bureaux au jour d'évaluation auquel leur prix d'émission a été déterminé et ce prix jusqu'à ce qu'il ait été reçu par la Société, sera considéré comme une créance due à la Société.

c) Tous les investissements, soldes en espèces et autres avoirs de la Société seront évalués en prenant en considération le ou les cours de change en vigueur à la date et au moment de la détermination de la valeur nette d'inventaire de ses actions, et

d) Il sera donné effet à chaque jour d'évaluation à tous achats ou vente de valeurs mobilières contractés par la Société pendant un tel jour d'évaluation, aussi loin que possible.

Art. 23. Année comptable. L'année comptable de la Société commencera le 1er juillet de chaque année et se terminera le dernier jour du mois de juin.

La comptabilité de la Société sera tenue en Euro.

S'il existe un ou plusieurs Compartiment de la Société libellés dans une monnaie autre que l'Euro, les comptes de ces Compartiments seront convertis en Euro et cumulés en vue de la détermination des comptes semi-annuels et annuels de la Société.

Art. 24. Affectation des bénéfices. Au moment de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires, les détenteurs des actions de distribution détermineront, ou d'une autre manière décideront, eu égard à chaque Compartiment, sur proposition du Conseil d'Administration, le montant des dividendes à distribuer à ces actionnaires, endéans les limites posées par la Loi de 2002.

Sur recommandation du Conseil d'Administration, l'assemblée générale des détenteurs d'actions de distribution peut décider, pour chacun des Compartiments concernés, que les paiements aux actionnaires peuvent être effectués en totalité ou en partie sous forme d'émission d'actions dans le capital de la Société, au choix de chaque actionnaire pris individuellement. En ce qui concerne chacun des Compartiments, des dividendes intérimaires peuvent, sous réserve des conditions supplémentaires posées par la loi, être payés aux actions de distribution, sur décision du Conseil d'Administration.

Les dividendes déclarés peuvent être payés en Euro ou en toute autre devise décidée par le Conseil d'Administration et peuvent être payés au lieu et moment déterminés par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration pourra prendre la décision finale du taux d'échange applicable pour convertir les fonds de dividendes dans la monnaie de leur paiement. Les dividendes non encaissés dans les cinq ans seront saisi et reviendront au bénéfice de la Société.

Art. 25. Banque dépositaire. La Société conclura un contrat dépositaire avec une banque qui devra remplir les exigences de la Loi de 2002. Toutes les valeurs et les espèces de la Société seront détenues par ou pour le compte du dépositaire qui assumera envers la Société et ses actionnaires les responsabilités prévues par la loi. Les émoluments payables au dépositaire seront déterminés par le contrat de dépositaire.

Dans le cas où le dépositaire désirerait démissionner de ses fonctions, le Conseil d'Administration fera de son mieux pour trouver une Société qui sera dépositaire à la place du dépositaire démissionnaire. Le Conseil d'Administration pourra mettre fin au contrat avec le dépositaire mais ne pourra pas révoquer le dépositaire jusqu'à ce qu'un successeur ait été désigné en conformité avec les présentes dispositions pour agir à la place du dépositaire démissionnaire.

Art. 26. Dissolution. Le Conseil d'Administration pourra à tout moment et pour n'importe quelle raison proposer à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires la dissolution de la Société.

L'émission de nouvelles actions, le rachat par la Société d'actions et la conversion d'actions cesseront à la date de la publication de la convocation des actionnaires de l'assemblée lors de laquelle la dissolution et la liquidation de la Société seront proposées.

La liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs qui peuvent être des personnes physiques ou morales nommées par l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé cette dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

La valeur nette de la liquidation de chaque Compartiment devra être distribuée par le(s) liquidateur(s) aux actionnaires de chaque Compartiment d'action dans la proportion du nombre de leurs actions qu'ils détiennent dans leur Compartiment.

Avec l'accord des actionnaires exprimé de la manière prévue par les Articles 67-1 et 142 de la Loi de 1915, la Société peut être liquidée et le liquidateur autorisé, sous réserve de donner un mois de préavis aux actionnaires et d'une décision prise à la majorité renforcée des 2/3 des actionnaires de la Société, à transférer tous les actifs et engagements de la Société à un OPCVM luxembourgeois en échange de l'émission en faveur des actionnaires de la Société d'actions d'un tel OPCVM en proportion de leur participation dans la Société. A défaut, la liquidation donnera droit aux actionnaires à une part proportionnelle dans les fonds de liquidation correspondant à sa classe d'actions. Tous fonds disponibles pour la distribution aux actionnaires dans le cadre de la liquidation qui ne sont pas réclamés par les actionnaires seront à la clôture de la liquidation déposés à la Caisse de Consignation de Luxembourg conformément à l'Article 107 de la Loi de 2002, où pendant trente ans ils seront tenus à la disposition des actionnaires y ayant droit.

Art. 27. Modifications. Les présents statuts pourront être changés à n'importe quel moment par une assemblée générale des actionnaires, soumises aux conditions de quorum et de majorité prévue par les lois luxembourgeoises.

Toute modification affectant les droits des actionnaires d'un Compartiment d'actions en relation avec les autres Compartiments d'actions seront de plus soumis aux mêmes exigences de quorum et de majorité dans les différents Compartiments concernés.

Art. 28. Loi. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la Loi de 1915 et la Loi de 2002. »

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par le présent qu'à la requête des comparants, le présent procès-verbal est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française, et qui en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Après lecture faite aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé : M. Petit, D. d'Ocquier, P. Van den Abeele, J.J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} février 2007, Relation : EAC/2007/274. - Reçu 12 euros.

Le Releveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 2 février 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007012601/239/1438.

(070024518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2007.

Strategic Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 35.127.

Fortis L Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 32.327.

PROJET DE FUSION

L'an deux mille sept, le douze février.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.1 STRATEGIC FUND, organisme de placement collectif, constitué sous forme de société d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois, pour une durée illimitée en date du 3 octobre 1990, conformément aux dispositions de la Partie I de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif, telle que modifiée, à compartiments multiples avec différents portefeuilles d'actifs (étant individuellement désigné ci-après comme «compartiments»), représentés par une ou plusieurs catégories distinctes d'actions. Au sein de chaque compartiment, le conseil d'administration de STRATEGIC FUND peut émettre plusieurs catégories d'actions, tel que décrit dans le prospectus actuellement en vigueur. Elle a son siège social 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg. STRATEGIC FUND est représentée par M^e Sophie Dupin, maître en droit, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 8 février 2007 qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement;

1.2 FORTIS L FUND, organisme de placement collectif, constitué sous forme de société d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois, sous la dénomination INTERSELEX WORLD pour une durée illimitée en date du 29 novembre 1989 conformément aux dispositions de la Partie I de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif, telle que modifiée, modifiée en INTERSELEX EQUITY par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 4 novembre 1996, modifiée en INTERSELEX par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 4 mai 1998 et modifiée en FORTIS L FUND par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 30 septembre 1999. FORTIS L FUND est soumise aux dispositions de la Partie I de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif, telle que modifiée, suite à une décision de l'assemblée générale des actionnaires en date du 21 juin 2004. FORTIS L FUND est constituée sous la forme d'une structure à compartiments multiples avec différents portefeuilles d'actifs (chacun étant individuellement désigné ci-après comme «compartiment»), représentés par une ou plusieurs catégories distinctes d'actions. Elle a son siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg. FORTIS L FUND est représentée par Monsieur Didier Lambert, demeurant à Vance (B), en vertu d'une décision du conseil d'administration du 15 novembre 2006 qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

2. Aspects juridiques de la fusion

2.1. Ces deux sociétés ont l'intention de fusionner conformément à l'article 259 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi de 1915»), selon les formes légales définies ci-après, suivant lesquelles FORTIS L FUND acquerra par transmission universelle l'ensemble du patrimoine (actif et passif) de STRATEGIC FUND.

La fusion sera effective en date du 27 avril 2007 (ou toute autre date décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de STRATEGIC FUND, sur proposition du président, cette date ne pouvant être postérieure à six mois après la date de l'assemblée générale extraordinaire). Après cette fusion, FORTIS L FUND continuera les activités de STRATEGIC FUND qui cessera d'exister.

2.2. Pour STRATEGIC FUND («la société absorbée»), la fusion sera décidée par assemblée générale extraordinaire des actionnaires sur proposition du conseil d'administration.

Cette assemblée générale extraordinaire ne pourra délibérer valablement en date du 23 mars 2007 que si la moitié au moins du capital est représentée et les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix

exprimées, conformément aux statuts et aux dispositions des articles 263 et 67-1 de la Loi de 1915. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, une assemblée générale d'actionnaires sera à nouveau convoquée en date du 27 avril 2007, conformément à l'article 67-1 paragraphe 2 de la Loi de 1915. Cette assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion de capital représentée.

2.3. Pour FORTIS L FUND («la société absorbante»), la fusion sera réalisée sans qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de celle-ci soit nécessaire, conformément à l'article 264 de la Loi de 1915, alors que:

a) Le projet de fusion sera publié en date du 19 février 2007, soit un mois au moins avant la tenue de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société absorbée.

b) Tous les actionnaires de FORTIS L FUND ont le droit à partir du 19 février 2007 de prendre connaissance, au siège de la société, du projet de fusion et des documents indiqués à l'article 267 (1) de la Loi de 1915 et mentionnés ci-après au point 8.

c) Un ou plusieurs actionnaires de FORTIS L FUND détenant au moins 5% des actions en circulation de cette société ont le droit de requérir, jusqu'au lendemain de la tenue de l'assemblée générale de la société absorbée, la convocation d'une assemblée générale de FORTIS L FUND appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion. Cette assemblée sera convoquée de façon à être tenue dans le mois de la demande.

2.4. Les actionnaires de STRATEGIC FUND n'approuvant pas cette fusion peuvent demander le rachat sans frais de leurs actions auprès de leur société durant la période d'un mois à compter de la date de la publication du projet de fusion, soit à compter du 19 février 2007.

2.5. Fortis L FUND absorbera STRATEGIC FUND au sein des compartiments suivants:

Compartiment absorbé	Compartiment absorbant
STRATEGIC FUND Growth	FORTIS L FUND OBAM Equity World
	Catégorie d'actions «Classic-Capitalisation»
STRATEGIC FUND Yield	FORTIS L FUND Bond Corporate Euro
	Catégorie d'actions «Classic-Capitalisation»

3. Rapport d'échange des actions et soulte

3.1. Les actionnaires de STRATEGIC FUND deviendront actionnaires de FORTIS L FUND avec effet en date du 27 avril 2007 (ou toute autre date décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de STRATEGIC FUND approuvant la fusion sur proposition du président, cette date ne pouvant être postérieure à six mois après l'assemblée générale extraordinaire).

3.2. FORTIS L FUND attribuera à chaque actionnaire de STRATEGIC FUND un nombre total de nouvelles actions, fractionnées jusqu'au millième, de la catégorie «Classic-Capitalisation» du compartiment absorbant concerné, comme ci-dessus détaillé, établi en multipliant le nombre d'actions qu'il détient dans le compartiment absorbé concerné par le rapport d'échange mentionné ci-après.

Les actionnaires nominatifs de STRATEGIC FUND recevront des actions nominatives, jusqu'au millième d'action, du compartiment absorbant concerné. Aucune soulte ne sera versée.

Les actionnaires au porteur de STRATEGIC FUND recevront des actions au porteur non livrées matériellement jusqu'au millième, du compartiment absorbant concerné. Aucune soulte ne sera versée.

3.3. Le rapport d'échange sera calculé en date du 27 avril 2007 en divisant les dernières valeurs nettes d'inventaire calculées dans les compartiments absorbés concernés en date du 27 avril 2007 par les dernières valeurs nettes d'inventaire respectives de la catégorie «Classic-Capitalisation» des compartiments absorbants concernés calculées en date du 27 avril 2007.

Il fera l'objet d'un rapport spécifique émis par les réviseurs d'entreprises de chacune des sociétés (la société PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. pour FORTIS L FUND et la société DELOITTE S.A. pour STRATEGIC FUND), indépendamment des rapports de ces mêmes réviseurs d'entreprises sur le projet de fusion tel que prévu à l'article 266 de la Loi de 1915.

3.4. Les compartiments absorbés et les compartiments absorbants présentent les caractéristiques suivantes:

Caractéristiques	Compartiment absorbé STRATEGIC FUND Growth	Compartiment absorbant FORTIS L FUND OBAM Equity World
Politique d'investissement	L'objectif est d'obtenir pour ses actionnaires un rendement total favorable tout en privilégiant la sécurité du capital et la stabilité de la valeur des actifs. Ce compartiment investit en majorité ses actifs en actions et autres titres ou droits de participation à revenu variable émis par des sociétés de premier ordre, à la recherche de plus-values.	Ce compartiment investit au moins 2/3 de ses actifs en actions ou parts représentatives du capital social d'entreprises. Il peut également investir pour 1/3 de ses actifs au maximum en toutes autres valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, instruments financiers dérivés ou liquidités, sans que les investissements en créances de toute nature ne dépassent 15% des actifs et ceux en d'autres OPCVM ou OPC 5% des actifs.

Actions	Sous forme nominative ou au porteur dématérialisée non livrable et de capitalisation uniquement.	«Classic-Capitalisation» et «Classic-Distribution», nominatives ou au porteur. Les certificats au porteur sont disponibles en coupures de 1, 10 et 50 actions. Les coupures de 1 action ne sont émises qu'à titre d'appoint.
ISIN code	LU0030138712	«Classic-Capitalisation»: LU0185157681
Telekurs code	000600461	«Classic-Capitalisation»: CH1777972
Banque Dépositaire	FORTIS BANQUE LUXEMBOURG S.A.	FORTIS BANQUE LUXEMBOURG S.A.
Société de Gestion	Aucune	FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.
Conseil en Gestion/ Gestionnaire Financier	FORTIS BANQUE (SUISSE) S.A.	FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT NETHERLANDS N.V.
Réviseur	DELOITTE S.A.	PricewaterhouseCoopers S.à.r.l.
Calcul de VNI, Agent de transfert, Teneur de registre	FASTNET LUXEMBOURG S.A.	FASTNET LUXEMBOURG S.A.
Périodicité de calcul des VNI	Chaque jeudi	Chaque jour ouvré bancaire à Luxembourg
Commission de banque dépositaire	0,06% l'an avec un minimum de 10.000 EUR	0,095% l'an
Commission de Conseil en Gestion / Commission de Gestion	1,50% l'an	1,25% (1,50% à partir du 1 ^{er} avril 2007) l'an à répartir entre la gestion et la distribution
Commission d'administration	3.000 EUR par mois	0,125% l'an
Total Expense Ratio au 31 décembre 2005)	1,76%	1,80%
Droit d'entrée	Maximum 5% au profit de l'agent placeur	Maximum 5% au profit de l'agent placeur
Droit de sortie	Aucun	Aucun
Délai de paiement	Le paiement des souscriptions et rachats interviennent dans les 3 jours ouvrables suivants le jour de calcul de la VNI	Le paiement des souscriptions et rachats interviennent dans les 2 jours ouvrables du marché des changes de la devise d'expression suivant le jour de calcul.
Caractéristiques	Compartiment absorbé STRATEGIC FUND Yield	Compartiment absorbant FORTIS L FUND Bond Corporate Euro
Politique d'investissement	L'objectif est d'obtenir pour ses actionnaires un rendement total favorable tout en privilégiant la sécurité du capital et la stabilité de la valeur des actifs. Ce compartiment investit en majorité ses actifs en obligations et autres titres ou droits de créance en vue d'obtenir un rendement élevé. Le placement en obligations englobe les obligations à taux d'intérêt fixe ou variable, les obligations convertibles ou assorties de warrants, indexées ou échangeables ou plus généralement toutes valeurs mobilières représentatives d'une émission obligataire.	Ce compartiment investit au moins 2/3 de ses actifs en obligations de qualité émises en euros par des entreprises. Il peut également investir pour 1/3 de ses actifs au maximum en toutes autres valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, instruments financiers dérivés ou liquidités, sans que les investissements en obligations convertibles ou à options ne dépassent 25% des actifs, ceux en actions et autres titres et droits de participation 10% des actifs et ceux en d'autres OPCVM ou OPC 5% des actifs. Les actifs investis en une devise autre que l'euro feront l'objet d'une couverture du risque de change en euros.
Actions	Sous forme nominative ou au porteur dématérialisée non livrable et de capitalisation uniquement.	«Classic-Capitalisation» et «Classic-Distribution», nominatives ou au porteur. Les certificats au porteur sont disponibles en coupures de 1, 10 et 50 actions.

ISIN code	LU0030138985	Les coupures de 1 action ne sont émises qu'à titre d'appoint. «Classic-Capitalisation»: LU0083949205
Telekurs code	000600462	«Classic-Capitalisation»: CH843918
Banque Dépositaire	FORTIS BANQUE LUXEMBOURG S.A.	FORTIS BANQUE LUXEMBOURG S.A.
Société de Gestion	Aucune	FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.
Conseil en Gestion/ Gestionnaire Financier	FORTIS BANQUE (SUISSE) S.A.	FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT FRANCE
Réviseur	DELOITTE S.A.	PricewaterhouseCoopers S.à.r.l.
Calcul de VNI, Agent de transfert, Teneur de registre	FASTNET LUXEMBOURG S.A.	FASTNET LUXEMBOURG S.A.
Périodicité de calcul des VNI	Chaque jeudi	Chaque jour ouvré bancaire à Luxembourg
Commission de banque dépositaire	0,06% l'an avec un minimum de 10.000 EUR	0,035% l'an
Commission de Conseil en Gestion / Commission de Gestion	0,75% l'an	0,75% l'an à répartir entre la gestion et la distribution
Commission d'administration	2.300 EUR par mois	0,10% l'an
Total Expense Ratio au 31 décembre 2005)	0,96%	1,00%
Droit d'entrée	Maximum 5% au profit de l'agent placeur	Maximum 5% au profit de l'agent placeur
Droit de sortie	Aucun	Aucun
Délai de paiement	Le paiement des souscriptions et rachats interviennent dans les 3 jours ouvrables suivants le jour de calcul de la VNI	Le paiement des souscriptions et rachats interviennent dans les 2 jours ouvrables du marché des changes de la devise d'expression suivant le jour de calcul.

4. Date à laquelle les actions échangées donnent droit de participer aux bénéfices ainsi que toute modalité particulière à ce droit

A compter du 27 avril 2007 les actionnaires de STRATEGIC FUND seront actionnaires de FORTIS L FUND et partageront les actifs et engagements des compartiments dans lesquels ils détiennent des actions.

5. Date à laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante

A compter du 27 avril 2007 les données et participations financières de STRATEGIC FUND seront incorporées dans les rapports périodiques de FORTIS L FUND.

Le patrimoine de FORTIS L FUND sera augmenté du patrimoine de STRATEGIC FUND à compter de la date d'effet de la fusion.

STRATEGIC FUND cessera d'exister et toutes ses actions en circulation seront annulées.

6. Droits assurés par la société absorbante aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou les mesures proposées à leur égard

Aucune personne, morale ou physique, ne dispose de droits spéciaux envers les sociétés fusionnant et/ou ne détient de titres autres que des actions tel qu'indiqué à l'article 261 paragraphe 2 sous f de la Loi de 1915.

7. Documents à disposition des actionnaires

7.1. Les documents suivants seront déposés:

- au siège social de chacune des deux sociétés,
- auprès des agents chargés du service financier des deux sociétés,

a. le projet de fusion;

b. les rapports financiers contenant les comptes annuels révisés ainsi que les rapports annuels des trois derniers exercices des deux sociétés et les états financiers de STRATEGIC FUND et de FORTIS L FUND au 30 novembre 2006 et 31 décembre 2006 respectivement;

c. les rapports des conseils d'administration des deux sociétés mentionnés à l'article 265 de la Loi de 1915;

d. les rapports spéciaux des réviseurs d'entreprises de FORTIS L FUND et STRATEGIC FUND mentionnés à l'article 266 de la Loi de 1915;

e. les prospectus de FORTIS L FUND et STRATEGIC FUND.

Ces documents seront à la disposition des actionnaires ou autres personnes qui ont le droit d'assister à l'assemblée, pour inspection, un mois avant l'assemblée générale extraordinaire de la société absorbée.

7.2. Le projet de fusion sera publié au Mémorial C, Recueil spécial des sociétés et associations («Mémorial») en date du 19 février 2007.

Les avis de convocation de l'assemblée générale des actionnaires de STRATEGIC FUND en date du 23 mars 2007 seront publiés en date des 5 et 14 mars 2007 dans le Mémorial, un journal luxembourgeois et tout autre journal tel que décidé par le conseil d'administration de STRATEGIC FUND.

A défaut de réunir le quorum de présence et la majorité requis par la Loi de 1915 lors de l'assemblée en date du 23 mars 2007, le conseil d'administration de STRATEGIC FUND a décidé de reconvoquer les actionnaires en assemblée générale extraordinaire pour le 27 avril 2007 pour qu'elle se prononce sur la fusion.

Les avis de convocation de cette seconde assemblée seront publiés en date des 26 mars et 11 avril 2007 dans le Mémorial, deux journaux luxembourgeois et tout autre journal tel que décidé par le conseil d'administration de STRATEGIC FUND.

8. Traitement des ordres de souscriptions/rachats et conversions

Afin de faciliter les opérations de fusion, les derniers ordres de souscriptions, conversions ou rachats seront acceptés dans les compartiments absorbés le 18 avril 2007 et traités aux valeurs nettes d'inventaire calculées le 19 avril 2007. Les demandes de souscriptions, rachats et conversions pour STRATEGIC FUND reçues après 17 heures en date du 18 avril 2007 seront traitées dans les compartiments absorbants à leurs valeurs nettes d'inventaire respectives calculées en date du 30 avril 2007.

9. Frais de la fusion

Les frais relatifs à cette fusion seront pris en charge par la société absorbée.

Déclaration

Conformément à l'article 271 de la Loi de 1915, le notaire soussigné certifie la légalité du présent projet de fusion.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leur nom, prénom, état et demeure, les personnes nommées ont toutes signé avec Nous, notaire, le présente acte.

Signé : S. Dupin, D. Lambert, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2007, vol. 157S, fol. 90, case 4. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 13 février 2007. *

Référence de publication: 2007012604/242/257.

(070024422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2007.

Microcap 07 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 124.025.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendsieben, am dritten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger, mit dem Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

sind erschienen:

1. MICROCAP 07 COORDINATION S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht, mit Sitz in 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg,

hier ordnungsgemäß vertreten durch Francis Kass, Rechtsanwalt in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 28. Dezember 2006.

2. FERI INSTITUTIONAL ADVISORS GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, mit Sitz in D - 61348 Bad Homburg, Haus am Park, Rathausplatz 8-10,

hier ordnungsgemäß vertreten durch Francis Kass, Rechtsanwalt in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Bad Homburg (Deutschland), am 28. Dezember 2006.

Die Vollmachten werden, nach Unterzeichnung und Paraphierung ne varietur durch die erschienenen Parteien und den unterzeichneten Notar der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben bei den für Registrierungen zuständigen Behörden eingereicht zu werden.

Die erschienenen Parteien haben den beurkundenden Notar ersucht, die nachfolgende Satzung einer Kommanditgesellschaft auf Aktien in Form einer Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (société d'investissement en capital à risque, SICAR), zu beurkunden, die wie folgt unter den Parteien gegründet werden soll:

Art. 1. Name. Hiermit wird zwischen vorbenannten Parteien und denjenigen, die in Zukunft Inhaber auszugebender Aktien (die «Aktien») werden, eine Kommanditgesellschaft auf Aktien (KGaA) in der Form einer Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (société d'investissement en capital à risque, SICAR) unter dem Namen MICROCAP 07 S.C.A., SICAR (die «Gesellschaft») gegründet.

Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital.

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften oder sonstige Büros können durch Beschluss des Komplementärs sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden. Innerhalb ein und derselben Gemeinde kann der Sitz durch einfachen Beschluss des Komplementärs verlegt werden.

Sollten nach Ansicht des Komplementärs außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann bis zur vollständigen Behebung dieser ungewöhnlichen Umstände der Sitz zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Zugehörigkeit der Gesellschaft zu Luxemburg; letztere bleibt ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine Luxemburger Gesellschaft.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft beginnt mit der notariellen Beurkundung dieser Satzung. Die Laufzeit der Gesellschaft endet grundsätzlich am 31. Dezember 2019. Die Hauptversammlung kann unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens drei Viertel der abgegebenen Stimmen entscheiden, die Laufzeit der Gesellschaft dreimal um jeweils zwei (2) Jahre zu verlängern. Falls das vorbenannte Anwesenheitsquorum in einer ersten Hauptversammlung nicht erreicht werden sollte, kann im Rahmen einer zweiten Hauptversammlung ohne Einhaltung eines Anwesenheitsquorums über die Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft entschieden werden.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Der Zweck der Gesellschaft ist die Anlage der ihr zur Verfügung stehenden Gelder in Risikokapital im weitesten Sinne von Artikel 1 des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital.

Die Gesellschaft kann die ihr zur Verfügung stehenden Gelder auch in andere gesetzlich zulässige und im Einklang mit der Satzung stehenden Vermögenswerten anlegen.

Überdies kann die Gesellschaft solche Maßnahmen ergreifen und solche Geschäfte durchführen, die sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks für angebracht erachtet und die im Sinne des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital in seiner weitesten Auslegungsmöglichkeit zulässig sind.

Art. 5. Haftung. Die MICROCAP 07 COORDINATION S.à r.l. ist Komplementär der Gesellschaft (der «Komplementär»). Als solches ist er Geschäftsführer (gérant) und Aktionär der Gesellschaft. Er hält eine Aktie - die «Komplementärsaktie» -, die nicht übertragbar ist und weder zu Dividendenzahlungen noch zu Kapitalrückführungen berechtigt. Der Komplementär haftet persönlich und unbeschränkt für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die nicht aus deren Vermögen bezahlt werden können.

Die Kommanditaktionäre (im folgenden die «Aktionäre») haben keinerlei Vertretungsbefugnisse im Zusammenhang mit der Gesellschaft. Einzig im Rahmen der Hauptversammlung können die Aktionäre ihre Aktionärsrechte ausüben. Sie haften Dritten gegenüber nur in der Höhe ihrer Einlage.

Art. 6. Bestimmung der Anlageziele sowie der Anlagepolitik. Im Einklang mit dem Inhalt des Verkaufsprospektes und den Bestimmungen vorliegend anwendbarer Gesetze und Rechtsvorschriften bestimmt der Komplementär sowohl die Anlageziele und die Anlagepolitik der Gesellschaft als auch die Art und Weise der diesbezüglichen Geschäftsleitung und Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft.

Art. 7. Kapital.

(a) Das Kapital der Gesellschaft wird durch Aktien ohne Nennwert verkörpert und entspricht zu jeder Zeit dem Gesamtwert des Nettovermögens der Gesellschaft gemäß Artikel 14 dieser Satzung. Der Mindestbetrag des Kapitals der Gesellschaft liegt gemäß den gesetzlichen Vorschriften bei einer Million Euro (EUR 1.000.000,-) und ist innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Zulassung der Gesellschaft als Investmentgesellschaft zur Anlage von Risikokapital gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts zu erreichen.

(b) Das Gründungskapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und ist in 30 Kommanditaktien ohne Nennwert und 1 Aktie, die durch den Komplementär gehalten wird, eingeteilt. Bei der Gesellschaftsgründung wurden die Aktien vollständig eingezahlt.

(c) Der Komplementär kann im Einklang mit den Bestimmungen und entsprechend den Anforderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften Aktienklassen bilden. Deren Merkmale, Modalitäten und Bedingungen werden durch den Komplementär bestimmt und in den Verkaufsprospekt mit aufgenommen.

(d) Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit der Gesamtheit des Nettovermögens der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern.

Art. 8. Aktien und Aktienzertifikate. Die Kommanditaktien (nachfolgend die «Aktien») sind ausschließlich sachkundigen Anlegern im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital vorbehalten.

Die Aktien werden als Namensaktien ausgegeben.

Für die Aktien wird ein Aktionärsregister am Firmensitz der Gesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Komplementär bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Aktienzertifikate zu Aktien werden lediglich auf Antrag und Kosten des Aktionärs ausgestellt. Es wird dem Aktionär jedoch immer eine Bestätigung der Eintragung im Aktionärsregister zugestellt. Beantragte Aktienzertifikate werden binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden durch zwei vom Komplementär bestimmte und bevollmächtigte Personen unterzeichnet.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2004 sein.

Die Übertragung einer Aktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen. Werden Aktien an der Gesellschaft jedoch im Sicherungsvermögen eines deutschen Versicherungsunternehmens geführt, darf das betreffende Versicherungsunternehmen über diese Aktien nur bei vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes («VAG») bestellten Treuhänders für das Sicherungsvermögen oder seines Stellvertreters verfügen, oder (im Falle von Niederlassungen von Versicherungsunternehmen mit Sitz außerhalb des EWR) gemäß § 110 VAG nur mit Zustimmung der zuständigen deutschen Aufsichtsbehörde.

Jeder Inhaber von Aktien muss der Gesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Inhabern von Aktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderung seiner Adresse im Register beantragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft sein, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung, wie im Verkaufsprospekt näher erläutert, eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt. Sofern eine Einigung auf einen solchen Stellvertreter nicht innerhalb von 2 Monaten gelingt, gilt die im Alphabet zuerst genannte Person automatisch als Stellvertreter gegenüber der Gesellschaft.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata Basis.

Art. 9. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten. Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Gesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Gesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Gesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

Art. 10. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien . Aktien an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Artikel 2 des Gesetzes von 2004 vorbehalten. Des weiteren kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktieninhaber oder der Gesellschaft geht; oder

- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
 - bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird;
- oder
- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

- (a) die Ausgabe von Aktien verweigern, wenn es offenkundig ist, dass diese Ausgabe zur Folge haben würde, den Aktienbesitz auf eine andere Person zu übertragen, die nicht berechtigt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen,
- (b) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen (wie etwa Personen, welche keine sachkundigen Anleger im Sinne des Gesetzes von 2004 darstellen), entweder allein oder zusammen mit anderen Personen gehalten werden,
- (c) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer oder mehreren Personen zu einem solchen Anteil gehalten werden, der die Anwendbarkeit der Steuergesetze oder sonstige Gesetze anderer Länder als Luxemburg zur Folge hat,
- (d) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

In den Fällen b) und c) wird folgendes Verfahren angewandt:

i. Die Gesellschaft wird dem Aktionär, der die Aktien besitzt, eine Benachrichtigung (im folgenden «Rückkaufsbenachrichtigung» genannt) zusenden. Die Rückkaufsbenachrichtigung gibt die zurückzukaufenden Aktien, den zu bezahlenden Rückkaufspreis und den Ort, wo dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Rückkaufsbenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an seine benannte Versandadresse oder an die im Aktienregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, der Gesellschaft ohne Verzögerung das oder die Zertifikate zurückzugeben, die die in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern. Mit Büroschluss des in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Besitzer der in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien. Die Aktienzertifikate, die die entsprechenden Aktien verkörpern, werden annulliert.

ii. Der Preis, zu dem die in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien zurückgekauft werden (im folgenden «Rückkaufspreis» genannt), entspricht dem Nettovermögenswert der ausgegebenen Aktien, so wie dieser am Tag der Rückkaufsbenachrichtigung gemäß Artikel 14 der vorliegenden Satzung festgesetzt wird.

iii. Der Rückkaufspreis wird dem Besitzer dieser Aktien durch die Gesellschaft bei einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank, welche in der Rückkaufsbenachrichtigung angegeben wurde, hinterlegt. Diese Bank wird den Rückkaufspreis dem betroffenen Aktionär gegen Rückgabe der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, die die in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern, auszahlen. Nach Hinterlegung des Rückkaufspreises gemäß diesen Bedingungen, können Personen, die an den in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien interessiert sind, keine Ansprüche auf diese Aktien geltend machen oder rechtliche Schritte gegen die Gesellschaft unternehmen. Hiervon ausgenommen ist das Recht des sich als rechtmäßiger Besitzer der Aktien ausweisenden Aktionärs, den hinterlegten Rückkaufspreis gegen Rückgabe des oder der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, wie zuvor erläutert, ausgezahlt zu bekommen.

iv. Unter der Bedingung, dass die Gesellschaft in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Besitz sich die Aktien befinden.

Art. 11. Ausgabe von Aktien. Die Zeichnung von Aktien ist sowohl für bestehende als auch für potentielle Aktionäre einem oder mehreren bestimmten Zeichnungszeitpunkt(en) oder Zeichnungszeitraum(e) unterworfen (jede(r) eine «Zeichnungsperiode»). Sie werden durch den Komplementär festgelegt und im Verkaufsprospekt sowohl genannt als auch ausführlich beschrieben.

Der Ausgabepreis der Aktien ist gänzlich oder teilweise bis zum Ablauf der Zeichnungsperiode(n), auf die Weise zu entrichten, wie sie der Komplementär bestimmt und im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben hat.

Der Komplementär ist berechtigt zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise das Erreichen von Mindestzeichnungsbeträgen innerhalb der Zeichnungsperiode(n), die Zahlung von Verzugszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen. Diese Bedingungen werden im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben.

Bestehende Aktionäre verfügen im Verhältnis zu der Anzahl ihrer Aktien und im Verhältnis zu neuen Aktionären, über ein Vorrecht zur Zeichnung neu ausgegebener Aktien.

Der Komplementär kann jedem Mitglied der Geschäftsleitung, jedem Direktor oder Generalbevollmächtigten sowie jedem anderen ordnungsgemäß hierzu Ermächtigten die Aufgabe übertragen, Zeichnungsanträge und Zahlungen auf den Aktienpreis neu auszugebender Aktien entgegenzunehmen, sowie die Aktien an die entsprechenden Zeichner auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, unter der Bedingung, dass diese Wertpapiere der Anlageziele und -strategie der Gesellschaft entsprechen. Sämtliche Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Der Komplementär behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit, ohne vorherige Mitteilung, die Ausgabe von Aktien auszusetzen. Der Komplementär kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe limitieren.

Art. 12. Rücknahme von Aktien. Die Rücknahme von Aktien auf einseitige Anfrage des Aktionärs ist nicht vorgesehen.

Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft des geschlossenen Typs; sie ist dementsprechend berechtigt ein einseitiges Verlangen des Aktionärs auf Rücknahme von Aktien zurückzuweisen.

Der Komplementär kann aber eine zwangsweise Rücknahme der Aktien eines Aktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Aktien des betreffenden Aktionärs zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann oder (iii) bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Des Weiteren kann der Komplementär beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Gesellschaft zurückzukaufen, um auf diese Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten der Gesellschaft an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Gesellschaft.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Nettovermögenswert am Tag der Rücknahme.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

Art. 13. Berechnung des Nettovermögenswerts. Der Nettovermögenswert der Aktien (der «Nettovermögenswert») wird unter der Verantwortung des Komplementärs an jedem Bewertungstag - definiert in dem Verkaufsprospekt der Gesellschaft - und auf Anfrage des Aktionärs berechnet und in der Referenzwährung (entsprechend den Bestimmungen des Verkaufsprospektes) ausgedrückt.

Zusätzlich wird an jedem sonstigen Tag, an welchem eine Ausgabe von Aktien erfolgt, eine Bewertung des Gesellschaftsvermögens vorgenommen.

Der Nettovermögenswert pro Aktie wird für jede Aktie der Gesellschaft dadurch bestimmt, dass das Nettovermögen, d.h. die Summe der Aktiva minus der Verbindlichkeiten, durch die Zahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien geteilt wird. Der Nettovermögenswert der Aktie wird auf die zweite Dezimalzahl abgerundet.

Im Falle von Dividendenzahlungen, Kapitalrückführungen, Aktienausschüttungen und -rückkäufen wird das Nettovermögen der Gesellschaft wie folgt angepasst:

- falls eine Dividende je Aktie ausgezahlt wird oder Kapital zurückgeführt wird, verringert sich der Nettovermögenswert der Gesellschaft um den Betrag der Dividendenausschüttung bzw. Kapitalrückführung;
- falls Aktien ausgegeben oder zurückgekauft werden, erhöht oder vermindert sich das Nettovermögen der Gesellschaft um den erhaltenen oder eingezahlten Betrag.

Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten:

- alle flüssigen Mittel einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- alle ausstehenden Forderungen einschließlich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Vermögenswerten;
- alle Vermögenswerte, die von der Gesellschaft gehalten werden oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Die Aktiva der Gesellschaft werden gemäss Artikel 5 des Gesetzes von 2004 aufgrund des wahrscheinlichen Veräusserungswertes, der nach den Grundsätzen von Treu und Glauben zu ermitteln ist, bewertet. Dementsprechend finden die nachfolgenden Regeln Anwendung:

- Der Wert der Anteile an Zielpools sowie etwaiger Direktinvestitionen wird an Hand der letzten der Gesellschaft zur Verfügung stehenden Berichte und gemäß den Richtlinien der jeweiligen Venture Capital oder Private Equity Verbände bestimmt. Im Zweifelsfall werden EVCA Richtlinien zugrunde gelegt.
- Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagezertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen zeitanteiligen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

Erweist sich auf Grund besonderer Umstände eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln als undurchführbar oder ungenau, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte und überprüfbare Bewertungskriterien anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Nettovermögens zu erzielen.

Vermögenswerte, welche nicht in Euro ausgedrückt sind, werden in Euro umgerechnet zum Wechselkurs am betreffenden Bewertungstag. Der Nettovermögenswert der Gesellschaft ist an jedem Bankarbeitstag am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- sämtliche Kredite und Forderungen gegen die Gesellschaft;
- angefallene und zu zahlende Kosten (einschließlich Kosten für die zentrale Verwaltungsstelle, Beratungs- und Anlageberaterkosten, Kosten für die Depotbank);
- sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;
- vom Komplementär genehmigte und angenommene Verpflichtungen der Gesellschaft;
- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Art. 14. Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung. Der Komplementär ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes der Aktien in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;
- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;
- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern;
- wenn eine Hauptversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Nettovermögenswerte wird den Aktionären per Post an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

Art. 15. Komplementär. Die Gesellschaft wird von der MICROCAP 07 COORDINATION S.à r.l als Komplementär geführt.

Der Komplementär ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Luxemburger Recht. Der Komplementär besitzt die umfassende Befugnis, die Gesellschaft zu vertreten, soweit das Gesetz von 1915 oder die Satzung der Gesellschaft nicht ausdrücklich bestimmte Befugnisse der Hauptversammlung vorbehält.

Für den Fall, dass die Rechtsfähigkeit des Komplementärs endet, der Komplementär liquidiert wird oder sich eine andere Situation ereignet, die ihn daran hindert, die Gesellschaft zu führen und nach außen zu vertreten, wird die Gesellschaft gemäß Artikel 27 dieser Satzung aufgelöst.

Der Komplementär ist für die Ausführung der Anlagepolitik der Gesellschaft umfassend verantwortlich.

Art. 16. Befugnisse des Komplementärs . Der Komplementär verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der im Verkaufsprospekt näher beschriebenen Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, können durch den Komplementär getroffen werden.

Der Komplementär kann, unter seiner Überwachung und Verantwortung, die tägliche Geschäftsführung sowie die Ausführung der täglichen Anlagepolitik der Gesellschaft auf eine oder mehrere, natürliche oder juristische Personen übertragen; deren Handlungs- und/oder Vertretungsbefugnis, sowie deren Befugnis ihrerseits Unterbevollmächtigte einzusetzen, wird durch den Komplementär festgesetzt.

Der Komplementär kann auch schriftliche oder notariell beurkundete Spezialvollmachten erteilen.

Der Komplementär kann Dienstleistungsverträge im Namen und für Rechnung der Gesellschaft abschließen.

Unbeschadet solcher Übertragungen, Bevollmächtigungen und Verträge bleibt der Komplementär für die Überwachung der übertragenen Aufgaben verantwortlich.

Art. 17. Anlageziele, Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Komplementär bestimmt die Anlageziele, die Anlagepolitik und die Anlagebeschränkungen, die es durch die Gesellschaft zu befolgen gilt, sowie die Geschäftsführung und die Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft, so wie diese in den Verkaufsunterlagen der Aktien im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen näher beschrieben werden.

Art. 18. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch den Komplementär oder durch einen oder mehrere Bevollmächtigte, die dieser bestimmt, verpflichtet.

Art. 19. Haftung und Freistellung. Die Gesellschaft stellt den Komplementär, seine Geschäftsführer, (leitenden) Angestellten, Gremienmitglieder und Beauftragten sowie den Anlageberater (zusammen die «Freistellungsberechtigten») voll umfänglich von jeder Haftung frei, die den Freistellungsberechtigten aus ihrer Tätigkeit für die Gesellschaft erwachsen können. Die Freistellung umfasst auch die Kosten der Rechtsverfolgung und Rechtsverteidigung. Die Freistellung hat auf erstes Anfordern zu erfolgen. Ein Anspruch auf Freistellung ist hinsichtlich des Komplementärs ausgeschlossen, wenn dieser vorsätzlich oder fahrlässig und hinsichtlich der übrigen Freistellungsberechtigten, wenn diese vorsätzlich oder grob fahrlässig gehandelt haben. Bei Meinungsverschiedenheiten darüber, ob ein Freistellungsberechtigter vorsätzlich oder (grob) fahrlässig gehandelt hat, hat der Freistellungsberechtigte Anspruch auf Freistellung bis zur rechtskräftigen Entscheidung über die Meinungsverschiedenheit; wird Vorsatz oder (grobe) Fahrlässigkeit festgestellt, hat der betreffende Freistellungsberechtigte die empfangenen Leistungen zurückzugewähren.

Die Gesellschafter der Gesellschaft haften für diese Freistellungsverpflichtung bis zur Höhe der von der Gesellschaft empfangenen Ausschüttungen.

Art. 20. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (die «Depotbank») abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Komplementär alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur

Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 21. Hauptversammlung. Die Hauptversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre der Gesellschaft, unter der Voraussetzung, dass der Komplementär diese Beschlüsse genehmigt, es sei denn vorliegende Satzung würde dieses Genehmigungserfordernis ausdrücklich nicht verlangen.

Die Hauptversammlung tritt auf Einladung des Komplementärs zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Fünftel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Hauptversammlung wird jeweils am 21. Juni um 15:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung angegebenen Ort abgehalten und zum ersten Mal Jahre 2008. Ist dieser Tag ein Feiertag, findet die Gesellschafterversammlung am ersten Bankarbeitstag vor dem 21. Juni statt.

Die Einladung zu den Hauptversammlungen enthält die Tagesordnung und wird per Einschreiben wenigstens acht Tage vor der Hauptversammlung an jeden Aktionär und an dessen in dem Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt. Der Zugang der Einladung an die Aktionäre muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird von dem Komplementär vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Komplementär jedoch eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten können.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Hauptversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Komplementär kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Hauptversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Hauptversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung, ist jede Aktie, unabhängig von der Aktienklasse, zu einer Stimme berechtigt.

Ein Aktionär kann sich bei jeder Hauptversammlung aufgrund schriftlicher Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung, werden die Beschlüsse im Rahmen der Hauptversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Soweit Beschlüsse der Hauptversammlung die Modifizierung der vorliegenden Satzung zum Gegenstand haben, bedarf es (i) eines Anwesenheitsquorums von fünfzig Prozent (50%) des Kapitals - falls dieses Quorum bei einer ersten Versammlung jedoch nicht erreicht wird, bedarf es bei der nachfolgenden Versammlung dieses Quorums nicht mehr - und in jedem Fall (ii) einer Zustimmungsmehrheit von mindestens Zwei-Dritteln (2/3) der anwesenden oder vertretenen Aktionäre.

Art. 22. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 31. Dezember 2007.

Art. 23. Jahresbericht. Die Gesellschaft veröffentlicht ihren Jahresbericht jeweils innerhalb von sechs (6) Monaten nach Ende des entsprechenden Geschäftsjahres. Der Jahresbericht enthält gemäß Artikel 24 (2) des Gesetzes von 2004 die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, einen Bericht über die Geschäftstätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr sowie alle wesentlichen Informationen, die es dem Anleger ermöglichen, sich in vollständiger Sachkenntnis ein Urteil über die Entwicklung der Geschäftstätigkeit und Geschäftsergebnisse der Gesellschaft zu bilden.

Art. 24. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Hauptversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 25. Ausschüttungen. Die Verwendung des Bilanzgewinns wird von der Hauptversammlung auf Vorschlag des Komplementärs festgelegt.

Erlöse der Gesellschaft werden grundsätzlich zunächst reinvestiert und später ausgeschüttet.

Der Komplementär kann Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Es bedarf keiner Beschlussfassung der Hauptversammlung.

Ausschüttungen werden in Euro zu einem Zeitpunkt ausbezahlt, wie dies der Komplementär zu gegebener Zeit bestimmt.

Die Zahlung von Ausschüttungen erfolgt an die Adressen der Aktionäre, die im Namensregister vermerkt sind und an die dort ggf. hinterlegte Bankverbindung. Der Komplementär kann verschiedene Eigenkapitalkonten einrichten, um die steuerliche Klassifizierung der Ausschüttungen nach deutschem Recht widerspiegeln zu können. Um diesen Zweck zu erreichen, kann er Regeln definieren, die z.B. bei jeder Ausschüttung und/oder Zwischenausschüttung festlegen, welches Konto jeweils angesprochen werden soll.

Der Komplementär kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Komplementär festgelegt werden, beschließen.

Ferner kann der Komplementär im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen und nach freiem Ermessen jederzeit Kapitalrückführungen beschließen.

Bei der Vornahme von Ausschüttungen ist zu beachten, dass das Kapital der Gesellschaft keinesfalls den Betrag von 1.000.000 Euro unterschreiten darf.

Art. 26. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Hauptversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse, wie sie für Satzungsänderungen gemäß dem Gesetz von 1915 gelten, aufgelöst werden.

Nach Beendigung der Laufzeit der Gesellschaft wird diese automatisch aufgelöst, es sei denn, dass die Hauptversammlung zuvor unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens drei Viertel der abgegebenen Stimmen die Dauer der Gesellschaft verlängert hat. Die Laufzeit kann dreimal um jeweils zwei Jahr verlängert werden. Falls das vorbenannte Anwesenheitsquorum in einer ersten Hauptversammlung nicht erreicht werden sollte, kann im Rahmen einer zweiten Hauptversammlung ohne Einhaltung eines Anwesenheitsquorums über die Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft entschieden werden. Nach Beendigung der Laufzeitverlängerung (en) wird die Gesellschaft automatisch aufgelöst.

Überdies erfolgt eine automatische Auflösung der Gesellschaft, für den Fall dass die Rechtsfähigkeit des Komplementärs endet, der Komplementär liquidiert wird oder sich eine andere Situation ereignet, die ihn daran hindert, die Gesellschaft zu führen und nach außen zu vertreten.

Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und die ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Hauptversammlung ernannt werden müssen. Letztere beschließt auch über die Befugnisse und eventuelle Vergütung der Liquidatoren.

Der Netto-Liquidationserlös der Gesellschaft wird von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz an der Gesellschaft verteilt.

Wird die Gesellschaft liquidiert, so erfolgt die Liquidation in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen. Diese Bestimmungen spezifizieren die Schritte, die unternommen werden müssen, um die Aktionäre an der Verteilung der Liquidationserlöse teilhaben zu lassen und sehen die Hinterlegung bei der Caisse de Consignation für alle Beträge, die bei Abschluss der Liquidation von den Aktionären nicht eingefordert wurden, vor. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Fristen nicht eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts

Art. 27. Anwendbares Recht. In dieser Satzung nicht geregelte Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital einschließlich der Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Zeichnung und einzahlung

Das Grundkapital wurde wie folgt gezeichnet:

Aktionär	Anzahl der gezeichneten Aktien
1. MICROCAP 07 COORDINATION S.à r.l.	1 (Komplementärs-)Aktie
2. FERI INSTITUTIONAL ADVISORS GmbH	30 (Kommandit-)Aktien

Nach der Gründung wurden die Aktien vollständig einbezahlt, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) von nun an zum Beweis des unterzeichneten Notars frei zur Verfügung steht.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2007.

Die erste Generalversammlung der Aktionäre findet 2008 statt.

Der erste Jahresbericht der Gesellschaft wird mit Datum 31. Dezember 2007 erscheinen.

Kostenschätzung

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Belastungen, welcher Art auch immer, welche von der Gesellschaft zu tragen sind und ihr in Verbindung mit der Gründung entstanden sind, werden auf fünf tausend Euro (EUR 5.000,-) geschätzt.

Hauptversammlung

Unmittelbar nach der Gründung der Gesellschaft haben die Aktionäre folgendes beschlossen:

- I. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2951 Luxemburg, 50, avenue J.F. Kennedy.
- II. Die nachfolgende Person wird zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer für eine Dauer von einem Jahr bis zum Abhalten der nächsten Jahreshauptversammlung im Jahre 2007 bestellt:

BDO Compagnie Fiduciaire, mit Sitz in 5-11, Boulevard de la Foire, L-2013 Luxemburg.

Worüber Urkunde.

Aufgenommen in Luxemburg.

Im Jahre, Monate und am Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erläuterung durch den instrumentierenden Notar, haben die vorgenannten Komparenten zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: F. Kass, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2007, vol.157S, fol.23, case1. - Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007012603/211/437.

(070020706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2007.

Portfolio Defensiv OP, Fonds Commun de Placement.

La partie spécifique du règlement de gestion du fonds commun de placement PORTFOLIO DEFENSIV OP a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OPPENHEIM PRAMERICA ASSET MANAGEMENT S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2007012608/1999/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 février 2007, réf. LSO-CB01649. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070021600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2007.

Portfolio Dynamisch OP, Fonds Commun de Placement.

La partie spécifique du règlement de gestion du fonds commun de placement PORTFOLIO DYNAMISCH OP a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OPPENHEIM PRAMERICA ASSET MANAGEMENT S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2007012607/1999/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 février 2007, réf. LSO-CB01645. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070021605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2007.

Portfolio Moderat OP, Fonds Commun de Placement.

La partie spécifique du règlement de gestion du fonds commun de placement PORTFOLIO MODERAT OP a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OPPENHEIM PRAMERICA ASSET MANAGEMENT S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2007012606/1999/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 février 2007, réf. LSO-CB01637. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070021607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2007.

Carofin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 64.618.

M & M Global Diffusion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 53.403.

La société anonyme CAROFIN S.A. ayant son siège social à Luxembourg, 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 64.618, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg le 26 mai 1998, publié au Recueil Spécial du Mémorial C numéro 587 du 13 août 1998 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par Maître Tom Metzler en date du 29 décembre 2003, publié au Mémorial C numéro 208 du 19 février 2004 .

et

La société anonyme de droit luxembourgeois M & M GLOBAL DIFFUSION S.A., avec siège social à Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 53.403, constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch le 29 décembre 1995, publié au Recueil Spécial du Mémorial C numéro 116 du 7 mars 1996 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par Maître Edmond Schroeder en date du 29 décembre 2000, publié au Recueil Spécial du Mémorial C numéro 647 du 17 août 2001.

Décident d'acter le projet de fusion suivant:

PROJET DE FUSION

1) La société CAROFIN S.A. («la société absorbante») dont le siège social est établi à Luxembourg, 23 avenue Monterey, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 64.618, avec un capital souscrit et entièrement libéré de quatre millions d'euros (EUR 4.000.000,-) représenté par 7.746 actions sans désignation de valeur nominale, entend fusionner avec la société suivante:

a) la société anonyme M & M GLOBAL DIFFUSION S.A., («la société absorbée»), dont le siège social est établi à Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 53.403, avec un capital souscrit et entièrement libéré de EUR 31.000,- représenté par 3.100 actions d'une valeur nominale de EUR 10,- chacune,

par absorption de cette dernière par la première.

2) La société absorbante détient 3.100 actions sur les 3.100 actions de la société absorbée.

3) La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées, du point de vue comptable, comme accomplies par la société absorbante, a été fixée au 1^{er} janvier 2007, sur base des bilans respectifs au 31 décembre 2006 pour la société CAROFIN S.A. et au 31 décembre 2006 pour la société M&M GLOBAL DIFFUSION S.A.

4) La société absorbée et la société absorbante ne comptent pas d'actionnaires ayant des droits spéciaux. En outre aucune action privilégiée n'est émise.

5) Aucun avantage particulier n'est accordé aux administrateurs ni aux commissaires des deux sociétés qui fusionnent, ni pour l'exercice en cours, ni pour les opérations de fusion.

6) Conformément à l'article 279 de la loi sur les sociétés commerciales, la fusion prendra effet entre parties un mois après publication du présent projet de fusion au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions des articles 9, 11 et 11bis de la loi sur les sociétés commerciales.

7) Les actionnaires de CAROFIN S.A. sont en droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la société, des documents tels que déterminés à l'article 267 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, à savoir: le projet de fusion, les comptes annuels et les rapports de gestion des trois derniers exercices ainsi qu'un état comptable arrêté pour la société absorbante au 31 décembre 2006 et pour la société absorbée au 31 décembre 2006. Une copie de ces documents peut être obtenue par tout actionnaire sans frais sur simple demande.

8) Conformément à l'article 279 de la loi sur les sociétés commerciales, un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir pendant le même délai la convocation d'une assemblée générale appelée à statuer sur l'approbation de la fusion.

A défaut de convocation d'une assemblée ou de rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci avant et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales.

9) Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société absorbée prennent fin à la date de la fusion et décharge sera accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société absorbée par la prochaine assemblée générale annuelle de la société absorbante.

10) La société absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société absorbée.

11) Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège social de la société absorbante.

Approuvé lors des réunions des Conseils d'Administration du 1^{er} février 2007, des sociétés à fusionner, soit CAROFIN S.A. et M&M GLOBAL DIFFUSION SA.

Le Conseil d'Administration de CAROFIN S.A.

LOUV S.à r.l. / FIDIS S.à r.l. / EFIGI S.à r.l. / R. Marazzi / G. Pietro Severi

Administrateur / Administrateur / Administrateur / Administrateur / Administrateur

Catégorie B / Catégorie B / Catégorie B / Catégorie A / Catégorie A

Le Conseil d'Administration de M&M GLOBAL DIFFUSION S.A.

S. Theisen / C. Scotti / E. Irthum

Administrateur-Délégué / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007012605/795/73.

Enregistré à Luxembourg, le 9 février 2007, réf. LSO-CB02473. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070023407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2007.

Repacom, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5811 Fentange, 132, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 51.606.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2006.

Signature.

Référence de publication: 2007007620/525/12.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2006, réf. LSO-BX05801. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060142358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2006.

Gourmandises Permisses, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 15, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 80.480.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2006.

Signature.

Référence de publication: 2007007609/525/13.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2006, réf. LSO-BX05811. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060142331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2006.

Luxtax, Deutsch-luxemburgische Beraterunion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 38, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 122.744.

STATUTEN

Im Jahr zweitausendsechs, den achten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen, mit Amtswohnsitz in Niederanven, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

- 1.- Herr Walter Theis, vereidigter Buchprüfer, geboren am 24. April 1956 in Trier (Deutschland), wohnhaft in D-54568 Gerolstein, Lerchenweg 2 (Deutschland),
- 2.- Herr Manfred Wollscheid, Steuerberater, geboren am 22. April 1955 im früheren Eitelsbach, jetzt Trier (Deutschland), wohnhaft in D-54338 Schweich, Richtstraße 1-3 (Deutschland),
- 3.- Herr Franz Dawen, Steuerberater, geboren am 29. Januar 1949 im früheren Oberemmel, jetzt Konz (Deutschland), wohnhaft in D-54329 Konz, Brotstraße 7 (Deutschland),
- 4.- Herr Walter Pickartz, Steuerberater, geboren am 4. Juni 1960 in Basberg (Deutschland), wohnhaft in D-54589 Stadtkyll, Parkstraße 9 (Deutschland),
- 5.- Herr Markus Florange, Steuerberater, geboren am 15. Oktober 1968 in Bettenfeld (Deutschland), wohnhaft in D-54576 Hillesheim, Am Steinrausch 21 (Deutschland),
- 6.- Herr Alhard von Ketelhodt, Expert-Comptable, geboren am 27. Mai 1961 in Bochum (Deutschland), wohnhaft in L-7390 Blaschette, 11, rue Hiel.

Die unter 1.- bis mit 5.- Vorgenannten sind hier vertreten durch die Gesellschaft FIDUCIAIRE EUROLUX S.A., mit Sitz L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, welche hier vertreten ist durch ihren delegierten Verwalter, nämlich den unter 6.- vorgenannten Herrn Alhard von Ketelhodt, auf Grund von fünf Vollmachten, welche, nachdem sie durch den Erschienenen und den unterzeichnenden Notar ne varietur unterschrieben wurden, gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleiben, um mit ihr registriert zu werden.

Welche Erschienenen den unterzeichneten Notar ersuchten, die Satzung einer von ihnen zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu dokumentieren:

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung DEUTSCH-LUXEMBURGISCHE BERATERUNION S.à r.l., abgekürzt LUXTAX S.à r.l., gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Mertert.

Durch einfachen Beschluss der Gesellschafter kann der Sitz der Gesellschaft an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Durch einfachen Beschluss der Geschäftsführer können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die Erbringung von Buchhaltungsdienstleistungen für Dritte und die Beratung auf diesem Feld, die Eröffnung, die Führung, die Zentralisierung und der Abschluss der Buchhaltung, wie sie für die Erstellung des Jahresabschlusses erforderlich ist, die Bestimmung des Gewinnes oder Verlustes und die Erstellung des Jahresabschluss in der gesetzlich vorgeschriebenen Form sowie sämtliche verwandten Tätigkeiten im weitesten Sinne, mit Ausnahme der Tätigkeiten, die den Berufsständen der «Experts-Comptables» und der «Réviseurs d'Entreprises» vorbehalten sind.

Sie kann ihre Gelder weiterhin verwenden zur Gründung, Verwaltung, Entwicklung, Verwertung und zum Erwerb eines Portfolios aus Sicherheiten oder Patenten, sowie zur Beteiligung an Unternehmen und zur Gründung, Entwicklung und Kontrolle von Unternehmen. Sie kann diese Sicherheiten, Patente oder Beteiligungen durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder auf andere Art verwerten und die Unternehmen, an denen sie beteiligt ist, durch Darlehen, Vorschüsse oder Garantien unterstützen.

Die Gesellschaft kann besicherte und unbesicherte Darlehen aufnehmen und sich für andere Personen oder Gesellschaften verbürgen.

Die Gesellschaft darf weiterhin sämtliche Geschäfte tätigen, die mittelbar oder unmittelbar mit den Hauptzwecken in Verbindung stehen; sie kann jede andere Tätigkeit, die mit den Hauptzwecken direkt oder indirekt in Verbindung steht, im In- oder Ausland ausüben.

Art. 4. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 5. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital wird auf zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,00 EUR) festgesetzt, unterteilt in einhundert (100) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je einhundertfünfundzwanzig Euro (125,00 EUR).

Art. 7. Die Gesellschaftsanteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Durch Verfügung unter Lebenden oder von Todes wegen an Nichtgesellschafter können Gesellschaftsanteile nur unter der Bedingung der Zustimmung aller Gesellschafter übertragen werden. Im Fall der Verweigerung der Zustimmung verpflichten sich die verbleibenden Gesellschafter, die zu übertragenden oder vererbten Gesellschaftsanteile zu übernehmen.

Art. 8. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet und vertreten, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen. Die Geschäftsführer werden von der Gesellschafterversammlung ernannt, die ihre Befugnisse und ihre Vergütung festlegt; sie können jederzeit von der Gesellschafterversammlung abberufen werden. Im Fall der Bestellung von mehreren Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch die Zeichnung jedes einzelnen Geschäftsführern berechtigt und verpflichtet; durch Beschluss der Geschäftsführer kann festgelegt werden, dass die Zeichnung eines bestimmten Geschäftsführers zur wirksamen Vertretung der Gesellschaft erforderlich ist.

Art. 9. Der oder die Geschäftsführer gehen durch die Ausübung des Mandates keine persönliche Verpflichtung in bezug auf die von ihnen im Namen der Gesellschaft regelmäßig vorgenommenen Geschäfte ein; sie haften als einfache Vertreter nur für die Ausübung des Vertretungsmandates.

Art. 10. Es wird jedes Jahr am 31. Dezember ein Inventar des Aktivs und des Passivs der Gesellschaft aufgestellt. Der Nettogewinn, nach Abzug der generellen Kosten, Gehälter und Abschreibungen, wird wie folgt verteilt:

- 5 % (fünf Prozent) werden in die gesetzliche Rücklage nach Maßgabe der gesetzlichen Vorschriften eingestellt, bis diese 10 % (zehn Prozent) des Gesellschaftskapitals erreicht hat;

- der Saldo verbleibt zur freien Verfügung der Gesellschafter.

Falls Gewinne an die Gesellschafter ausgezahlt werden, erhält jeder Gesellschafter einen seiner Beteiligung am Gesellschaftskapital entsprechenden Anteil.

Art. 11. Der Tod, die Entmündigung, die Insolvenz oder die Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters führen nicht zur Beendigung der Gesellschaft.

Die Gläubiger oder Rechtsnachfolger eines Gesellschafters können aus keinem Grund die Vermögensgüter und Unterlagen der Gesellschaft pfänden oder sich in irgendeiner Weise an der Verwaltung dieser Güter oder Unterlagen beteiligen; um ihre Rechte geltend zu machen, müssen sie sich auf die in der letzten Bilanz und im letzten Inventar festgestellten Werte beschränken.

Art. 12. Jeder Gesellschafter kann an den gemeinsamen Beschlüssen unabhängig von der Anzahl der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat eine der Anzahl der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile ents-

prechende Anzahl von Stimmen und kann sich auf Gesellschafterversammlungen durch einen Sonderbevollmächtigten wirksam vertreten lassen.

Art. 13. Gesellschafterbeschlüsse sind nur dann wirksam gefasst, wenn mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals für den Beschluss gestimmt hat. Änderungen dieser Satzung bedürfen einer qualifizierten Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals.

Art. 14. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung vorgesehen sind, verweisen die Gesellschafter auf die geltenden gesetzlichen Vorschriften.

Übergangsbestimmung

Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr mit dem heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2006.

Zeichnung und Einzahlung der Gesellschaftsanteile

Die einhundert (100) Gesellschaftsanteile wurden wie folgt gezeichnet:

Herr Walter Theis, vorgeannt, fünfzehn Gesellschaftsanteile	15
Herr Manfred Wollscheid, vorgeannt, fünfzehn Gesellschaftsanteile	15
Herr Franz Da Wen, vorgeannt, fünfzehn Gesellschaftsanteile	15
Herr Walter Pickartz, vorgeannt, fünfzehn Gesellschaftsanteile	15
Herr Markus Florange, vorgeannt, fünfzehn Gesellschaftsanteile	15
Herr Alhard von Ketelhodt, vorgeannt, fünfundzwanzig Gesellschaftsanteile	<u>25</u>
insgesamt: einhundert Gesellschaftsanteile	100

Sämtliche Gesellschaftsanteile wurden vollständig bar eingezahlt, so dass sich der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,00 EUR) zur freien Verfügung der Gesellschaft befindet, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde und was dieser ausdrücklich bestätigt.

Kosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die in irgendeiner Form der Gesellschaft aufgrund der Gründung zu Lasten fallen oder sonst von ihr zu tragen sind, wird auf eintausendzweihundert Euro (1.200,00 EUR) geschätzt.

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Anschließend traten die Erschienenen, die das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammen, zu der sie sich als rechtmäßig einberufen erklären.

Nachdem die ordnungsgemäße Zusammensetzung der Gesellschafterversammlung festgestellt wurde, haben die Gesellschafter einstimmig die folgenden Beschlüsse gefasst:

- 1.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-6633 Wasserbillig, 38, Grand-Rue.
- 2.- Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf zwei (2) festgelegt.
- 3.- Zu Geschäftsführern auf unbestimmte Zeit werden ernannt:
 - Herr Manfred Wollscheid, vorgeannt,
 - Herr Markus Florange, vorgeannt.

Der Notar hat die Komparenten darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung, in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was die Komparenten ausdrücklich anerkennen.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen am eingangs erwähnten Datum zu Senningerberg.

Und nach Verlesung des Vorstehenden und Erklärung an die Erschienenen, alle dem Notar nach Familiennamen, gebräuchlichem Vornamen, Zivilstand und Wohnsitz bekannt, haben diese mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. von Ketelhodt, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2006, vol. 30CS, fol. 80, case 12. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Kopie, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 20. Dezember 2006.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2007008536/202/129.

(060142405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2006.